

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE  
ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE TERRE  
SERVICE HISTORIQUE

**GUIDE DES SOURCES  
DE L'HISTOIRE DE LA JUSTICE MILITAIRE  
PENDANT  
LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE**

par

Sébastien OTTAVI  
*Agrégé de l'Université*

sous la direction  
de  
Thierry SARMANT  
*Archiviste-paléographe  
Docteur de l'université de Paris-I-Sorbonne  
Conservateur au Service historique de l'armée de Terre*

**Château de Vincennes  
2001**

## INTRODUCTION

Au sein des collections du Service historique de l'armée de terre, plusieurs fonds permettent d'étudier la justice militaire et son action au cours du premier conflit mondial. Les fonds d'archives de l'institution elle-même sont largement représentés, puisqu'une large part de ce qui constitue la série J – justice militaire – est constituée des archives des conseils de guerre ayant fonctionné entre 1914 et 1918. Ces archives ont été versées par la direction de la gendarmerie et de la justice militaire (dépôt central de Meaux) au début des années 1970, mais leur communication est aujourd'hui restreinte et soumise à dérogation, en vertu de la loi n°79-18 du 3 janvier 1979 sur la communication des archives, qui ne permet la consultation d'un dossier judiciaire que cent ans après sa clôture<sup>1</sup>.

Beaucoup moins difficile d'accès, la série N, qui regroupe l'ensemble des archives de l'armée pour la période de la III<sup>e</sup> République, se présente comme une alternative, et même un indis-

1. La guerre de 1914-1918 étant considérée comme une campagne, la date de clôture de l'ensemble des dossiers a été fixée à 1918 : les sous-séries J relatives à la première guerre mondiale ne seront donc entièrement communicables, dans l'état actuel de la législation, qu'à partir de 2018.

pensable complément à la série J. En effet, l'action de la justice militaire, qui exerçait sa juridiction sur l'ensemble des armées, et dans certains cas, sur l'ensemble du territoire, ne saurait être abordée par le seul biais des archives des conseils de guerre. La série N, organisée suivant une logique institutionnelle en sous-séries qui correspondent aux différents échelons de la hiérarchie militaire, recèle nombre de pièces, de dossiers, voire de collections intéressant la justice militaire, qu'il s'agisse, du haut en bas de la hiérarchie, des directives diffusées par le commandement ou de résidus d'enquêtes judiciaires.

Le présent guide répond donc à un double objectif : faire connaître de façon plus précise les archives de la série J, mais également fournir au chercheur un instrument de travail lui permettant de retrouver au sein de la série N, fonds très important quantitativement et véritable fleuron du Service historique, les références des archives ayant trait à la justice militaire. C'est un véritable travail d'inventaire qui a été effectué dans ce cadre, dans la mesure où il a fallu donner un aperçu le plus complet possible de la présence transversale de la justice militaire au sein de ces fonds.

Les inventaires et guides déjà publiés par le service ont été largement mis à contribution, tant pour le récolement que pour l'introduction. Ils restent une référence indispensable. Pour les questions d'organisation en particulier, il conviendra d'utiliser *l'Inventaire sommaire des archives de la guerre*, série N 1872-1919, notamment ses quatre premiers tomes :

- tome premier, *Introduction : organisation de l'armée française, guide des sources, bibliographie*, par le colonel Pierre Guinard, Jean-Claude Devos et Jean Nicot, conservateurs au S.H.A.T., 1975 ;

- tome II, *sous-séries 1 N à 14 N : C.S.G., cabinet du ministre, E.M.A.*, par Jean-Claude Devos, Jean Nicot, Pierre Waksman, Philippe Schillinger, conservateurs au S.H.A.T., 1974 ;

- tome III, *sous-séries 15 N à 20 N : G.Q.G., missions, armées*,

par Jean Nicot, Philippe Schillinger, Josette Ficat, 1972 ;  
- tome IV, *sous-séries 21 N à 25 N : corps d'armée, divisions, régiments*, par Jean Nicot, 1968.

### I. LA JUSTICE MILITAIRE DURANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Lorsque commence le premier conflit mondial, les principes de la justice militaire sont ceux du code de justice militaire du 9 juin 1857, modifié par la loi du 18 mai 1875<sup>2</sup>, et de manière plus limitée par une série de lois portant sur des modifications de détail<sup>3</sup>. Le code définit les délits et les peines et régit le fonctionnement des conseils de guerre en temps de paix comme en temps de guerre. Ainsi dotée de ses règles propres, la justice militaire est indépendante de la justice civile, et reste considérée comme un prolongement de l'action disciplinaire.

En temps de paix, l'organisation de la justice militaire repose sur des bases géographiques : un tribunal militaire permanent exerce sa juridiction dans chacune des circonscriptions territoriales qui couvrent la métropole, les régions militaires. Au même échelon sont prévus des conseils de révision, qui, en cas de recours, peuvent examiner sur la forme des jugements rendus par les conseils de guerre<sup>4</sup>.

2. Voir A. Champoudry, *Manuel de l'officier de police judiciaire militaire*, édition revue et mise à jour, Paris, Librairie Sirey, 1914, pour le texte le plus à jour du code, présenté par un officier d'administration principal, greffier.

3. Un certain nombre des textes portant modification du fonctionnement de la justice militaire avant et durant la guerre sont présentés – malgré des lacunes – dans Humbert Ricolfi, *Le Code de justice militaire du 9 mars 1928 : historique, discussion devant le Parlement, principes de la réforme, commentaires, texte de la loi*, Paris, Charles-Lavauzelle, 1928, 179 p. 82 à 87. L'auteur, député des Alpes-Maritimes, était vice-président de la commission de l'armée.

4. Ils n'existaient toutefois plus à l'entrée en guerre, ayant été supprimés par la loi de finances de 1906 : la révision éventuelle d'un jugement de conseil de guerre était désormais du ressort de la Cour de cassation.

Le personnel permanent de la justice militaire est peu nombreux : à chaque conseil de guerre sont rattachés un commissaire du gouvernement et un rapporteur, désignés par le ministre de la guerre parmi les officiers supérieurs et capitaines, ainsi qu'un greffier et un commis-greffier, sous-officiers admis sur concours à ces fonctions<sup>5</sup>. Les juges, au nombre de cinq, officiers et sous-officiers, sont désignés par le général commandant la région militaire.

En temps de guerre, cette organisation est maintenue pour l'intérieur, mais les unités en campagne, à partir de la division, sont tenues d'attacher à leur quartier général un conseil de guerre organisé à quelques différences près sur le modèle des tribunaux militaires permanents. L'ensemble du personnel et des juges de ces conseils de guerre *aux armées* est choisi par le chef de l'unité sur laquelle le conseil de guerre exerce sa juridiction, et un seul officier assure la double fonction de commissaire-rapporteur. La procédure elle-même est simplifiée, puisque les accusés peuvent être traduits devant les conseils de guerre dans un délai de vingt-quatre heures et sans instruction préalable (article 156 du code de justice militaire). Enfin, le code de justice militaire prévoit également, pour les armées stationnées à l'étranger, l'institution d'un tribunal prévôtal, dont la juridiction est limitée aux affaires mineures.

La nature particulière du conflit devait toutefois rapidement entraîner une certaine évolution des modalités d'action de la justice militaire. Dès les premières semaines de la guerre, en effet, des mesures allant dans le sens d'une sévérité accrue furent adoptées. Ainsi, par décrets des 10 et 17 août 1914, la faculté de se pourvoir en révision contre les jugements des conseils de guerre

5. Voir A. Bonnefoy et E. Chaulet, *Comment faire sa carrière dans l'armée*, Paris, L. Fournier, éditeur militaire, 1912.

aux armées fut suspendue et les autorités militaires se virent conférer le droit de faire exécuter les sentences de mort sans attendre l'avis du Président de la République. Le 1<sup>er</sup> septembre 1914, une circulaire du ministère de la guerre réserva l'usage du droit de grâce, déjà soumis à l'approbation de la majorité des juges, au seul officier ayant assuré la mise en jugement. Enfin, le décret du 6 septembre 1914 permit l'institution de *conseils de guerre spéciaux* destinés à juger, suivant une procédure simplifiée – comparution immédiate, trois juges au lieu de cinq – et sans possibilité de recours, les auteurs de crimes (à l'exclusion des délits) qui étaient pris en flagrant délit<sup>6</sup>.

Un reflux se fit toutefois sentir, puisque dès le 15 janvier 1915 les dossiers de condamnés à mort devaient à nouveau être soumis au président de la République avant exécution, sauf nécessité absolue de répression immédiate : l'usage du droit de grâce redevenait la règle et l'exécution immédiate l'exception. Dans le même ordre d'idées, le 12 février 1916, une circulaire du grand quartier général (G.Q.G.) prévoyait le recensement dans chaque armée des militaires les plus aptes, de par leur profession dans le civil ou leur formation, à servir de défenseurs dans les tribunaux militaires.

Par ailleurs, la sévérité initiale de la répression, traduite par une diminution générale des garanties accordées aux prévenus, ainsi que l'écho d'un certain nombre d'abus des conseils de guerre, avaient amené des parlementaires, parmi lesquels le député Paul Meunier, membre de la commission de la réforme judiciaire et de législation civile et criminelle, à œuvrer en vue d'une réforme de la justice militaire. Les travaux de la commission devaient aboutir à la loi du 27 avril 1916 relative au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires, qui autorisait

6. Par abus de langage, et en référence à la guerre de 1870, ces « conseils de guerre aux armées spéciaux », suivant le texte du décret, sont fréquemment appelés « cours martiales » dans les documents.

l'application des circonstances atténuantes quel que soit le crime reproché, donnait aux juges la faculté de prononcer des peines avec sursis et supprimait les conseils de guerre spéciaux. Enfin, suite à une proposition de loi du même Paul Meunier visant à rétablir les conseils de révision aux armées<sup>7</sup>, un décret du 8 juin 1916 rétablissait le recours en révision pour les peines de mort prononcées par l'ensemble des conseils de guerre<sup>8</sup>.

À cette date, le fonctionnement de la justice militaire ne devait plus connaître de transformation fondamentale. L'institution restait toutefois considérée comme un instrument disciplinaire, comme en témoignent les modalités de son action lors de la « crise d'indiscipline » qui parcourut les armées françaises au printemps de 1917<sup>9</sup> : à la demande du général Pétain, un décret en date du 8 juin 1917 supprima toute voie de recours pour les militaires reconnus coupables de rébellion, insubordination et embauchage de militaires. Mais même cette crise ne devait pas remettre fondamentalement en cause les acquis évoqués plus haut : un retour à la sévérité des débuts de la guerre n'était pas envisageable sur le plan juridique et l'historiographie de la question semble montrer qu'il n'était pas non plus envisagé.

Si l'on tient compte de ces évolutions successives, il apparaît que des conseils de guerre *aux armées* furent présents durant la première guerre mondiale aux échelons suivants :

7. *Journal officiel*, 1916, Chambre, séance du 6 juin 1916, p. 1270-1273.

8. La révision était assurée par les conseils de révision déjà inscrits dans la loi du 27 avril, qui siégeaient auprès des quartiers généraux d'armée, et avaient une composition mixte (trois parlementaires civils et trois officiers supérieurs).

9. Sur ces questions, voir Guy Pedroncini, *Les mutineries de 1917*, Paris, P.U.F., 1967, et un point de vue plus critique chez Leonard Smith, *Between Mutiny and Obedience, the Case of the French Fifth Infantry Division during World War I*, Princeton, Princeton University Press, 1994, 274 p.



<b>Groupe d'armées</b>	- un conseil de guerre rattaché à la direction des étapes (D.E., à partir de 1917)
<b>Armée</b>	- un conseil de guerre rattaché au Q.G. - un conseil de guerre rattaché à la direction des étapes et des services (D.E.S.) - un conseil de révision <sup>10</sup> (à partir de juin 1916)
<b>Corps d'armée</b>	- un conseil de guerre rattaché au Q.G. (facultatif, rare après 1916)
<b>Division</b>	- un conseil de guerre
<b>Régiment, et toute unité constituée<sup>11</sup></b>	- un conseil de guerre spécial (facultatif, du 6 septembre 1914 au 27 avril 1916)
<b>Places fortes, bases, commandement de troupes d'occupation, missions militaires</b>	- un conseil de guerre

10. Les conseils de révision examinaient les pourvois formés contre les jugements rendus par l'ensemble des conseils de guerre de l'armée. Ils ne jugeaient que sur la forme (articles 73 et 74 du code de justice militaire).

11. De la force d'au moins un bataillon (400 hommes).

## II. LES FONDS D'ARCHIVES INTÉRESSANT LA JUSTICE MILITAIRE

### 1. Les archives des conseils de guerre.

La série J (justice militaire) du cadre de classement du S.H.A.T. correspond aux archives propres de l'institution : les sous-séries 9 J à 11 J regroupent en effet les archives des conseils de guerre ayant siégé en métropole durant la période des hostilités, tribunaux militaires permanents des régions et conseils de guerre aux armées. L'ensemble va d'août 1914 à 1930. Il faut y ajouter les dossiers de la Cour spéciale de justice militaire instituée par une loi du 9 mars 1932, à des fins de révision de jugements rendus durant la guerre et qui a fonctionné du 27 mai 1933 au 19 janvier 1935.

Ce fonds est d'une ampleur considérable, puisque, pour la seule sous-série 11 J, qui a fait l'objet d'un inventaire détaillé, on relève 3804 cartons. Toutefois, les archives de certains conseils de guerre ont disparu, le plus souvent semble-t-il lors de destructions occasionnées aux archives des régions militaires – auxquelles elles furent jointes après 1918 – par la seconde guerre mondiale. Les estimations de Guy Pedroncini, qui évalue ces pertes à 10-12% des archives<sup>12</sup>, paraissent proches de la vérité. Lorsque les archives d'un conseil de guerre ont été détruites, il n'en subsiste que des « liasses uniques », ne comprenant que les quelques dossiers ayant pu être reconstitués *a posteriori*.

Dans le cas particulier des conseils de guerre spéciaux, il con-

12. *Op. cit.*, p. 4.

vient de se montrer plus prudent encore. En effet, le caractère souvent éphémère de ces juridictions, les circonstances mêmes dans lesquelles elles ont souvent dû se réunir, expliquent qu'un certain nombre d'entre elles n'apparaissent pas au sein de la série J : les recherches menées pour la rédaction de ce guide dans la série N en ont au moins fourni deux exemples<sup>13</sup>. On ne suivra pas cette fois M. Pedroncini lorsqu'il écrit que le fonds des « cours martiales » est « très certainement complet »<sup>14</sup>.

Les archives des conseils de guerre regroupent essentiellement des recueils de minutes de jugement, et les dossiers de jugement, classés dans l'ordre chronologique, par année le plus souvent. Suivant les cas, on pourra y trouver d'autres types de dossiers : affaires conclues par un refus d'informer, non-lieux, par exemple. Enfin, et toujours de manière relativement aléatoire, ces archives peuvent contenir des correspondances, des registres de jugement, voire de comptabilité.

Dossiers de procédure et minutes de jugement constituent le reflet le plus direct de l'action des conseils de guerre. Les minutes ne présentent des affaires jugées qu'un aperçu sommaire, puisque ni les circonstances du crime ou du délit, ni les détails d'audience ne sont présentés : une minute de jugement ne contient que l'état civil du prévenu, l'acte d'accusation, les attendus du jugement et la sentence du tribunal. Il est à noter toutefois que la présentation de ce type de document dans des minutiers annuels fournit un rapide aperçu de l'action d'un conseil de guerre pour une période donnée.

Le dossier de procédure reste néanmoins la source la plus

13. Au moins deux conseils de guerre spéciaux dont l'activité n'est pas représentée dans la série J y sont attestés : celui du 60<sup>e</sup> R.I. (19 N 991) et celui de la 29<sup>e</sup> D.I. (24 N 623).

14. « Les cours martiales pendant la Grande Guerre », *Revue historique*, n°512, octobre-décembre 1974, p. 402.

complète pour l'étude d'affaires particulières, dans la mesure où il comprend en théorie l'ensemble des documents ayant servi à l'instruction. En effet, un certain nombre de pièces devaient réglementairement constituer chaque dossier<sup>15</sup>, cela y compris dans le cadre des procédures simplifiées suivies souvent par les conseils de guerre aux armées. La réalité dément toutefois ces prescriptions et certains dossiers s'avèrent lacunaires, ne comportant qu'une partie des pièces prévues. Le dossier de procédure type apparaît ainsi constitué :

**Le dossier de procédure  
des conseils de guerre aux armées<sup>16</sup>**

- plainte en conseil de guerre ;
- état signalétique et des services du prévenu ;
- relevé de punitions ;
- procès-verbal d'interrogatoire ;
- procès-verbaux d'information (rapports, interrogatoires des témoins) ;
- pièces à conviction (éventuellement) ;
- rapport du commissaire-rapporteur, qui clôt l'instruction ;
- ordre d'informer ;
- minute du jugement.

À ces documents de base, il convient, dans un certain nombre de cas particuliers, d'ajouter une autre catégorie de pièces : celles

15. Voir A. Champoudry, *op. cit.*

16. Les dossiers de procédure des conseils de guerre permanents sont beaucoup plus fournis : pour le détail de ces dossiers, voir Champoudry, *op. cit.*

annexées au dossier dans l'après-guerre, lorsque celui-ci avait été rouvert à des fins de révision. Suivant la ou les juridictions qui ont réexaminé l'affaire, c'est souvent tout un dossier, plus important que celui du premier jugement, qui est joint aux pièces d'origine. La remarquable conservation de ces archives particulières, qui ont pu voyager d'une cour à l'autre en quelques années et se retrouvent complètes au sein de la série J, montre d'ailleurs, si besoin était, la qualité de la tenue de l'ensemble du fonds et rappelle que ces archives ont eu une existence légale bien au-delà de la fin des hostilités.

Enfin, une référence de la série 1 K, qui regroupe les fonds privés entrés au S.H.A.T. par voie extraordinaire, a été jointe à la présentation des archives des conseils de guerre. Ce carton ne comprend pas d'archives de conseil de guerre telles qu'on vient de les définir, mais il est composé des papiers personnels d'un avocat ayant défendu des militaires déférés devant le conseil de guerre d'une division : il s'inscrit donc dans la continuité des archives proprement judiciaires.

## **2. La justice militaire au sein de la série N.**

L'essentiel du contenu de ce guide découle de l'étude de la série N du Service historique (III<sup>e</sup> République, 1872-1940), dont les inventaires très complets, édités par le S.H.A.T., ont été largement exploités. Si l'architecture de cette série a globalement été respectée<sup>17</sup>, il faut souligner l'extrême variété des archives se rapportant à la justice militaire présentées dans ce cadre, comme le caractère hétérogène et inégal des collections concernées. Ainsi une analyse relativement détaillée des cartons ou dossiers pris en compte a-t-elle été jugée préférable à un simple repérage de cotes,

17. Seules les sous-séries détenant des archives intéressant la question apparaissent dans le corpus, ce qui explique la discontinuité de l'ensemble.

d'autant plus que l'on ne pouvait s'en tenir à une définition stricte de la justice militaire et exclure les thèmes immédiatement connexes que sont notamment ceux des sections de discipline et des prisons militaires.

Sur le plan pratique, il faut noter que les intitulés généraux des cartons étudiés ont été conservés, même si ceux-ci ne concernaient pas exclusivement la justice militaire. Lorsqu'un intitulé était trop général, on y a adjoint des précisions quant à la teneur spécifique des cartons en matière de justice militaire.

En matière de justice militaire, la série N constitue un corpus articulé sur deux niveaux. Un premier ensemble, qui regroupe les archives du commandement, correspond à l'amont des conseils de guerre (organisation de la justice militaire, orientations définies par le haut commandement au cours du conflit, etc.). Un second à l'aval de ceux-ci, concerne l'action même de la justice militaire (affaires jugées, application des peines, acteurs) : il s'agit des archives des unités.

Plus atypiques, les archives relatives au traitement postérieur au conflit de questions de justice militaire, ont fait l'objet, compte tenu de leur faible importance numérique, d'un chapitre spécifique.

### **A. Les archives du haut commandement.**

*Cabinet du ministre et fonds complémentaires (sous-séries 5 et 6 N).* – Au sein du ministère de la guerre, les questions de justice militaire étaient traitées par la 10<sup>e</sup> direction, dénommée à partir de 1899 direction du contentieux et de la justice militaire<sup>18</sup>. Ses ar-

18. Par décret du 13 septembre 1917 fut institué un sous-secrétariat d'État chargé du contentieux, de la justice militaire et des pensions, sous l'autorité duquel était placée la direction du contentieux et de la justice militaire, qui

chives propres n'ont pas été conservées pour la période de la guerre, mais on trouve des traces de son activité sous forme de circulaires ou d'études relatives à des cas particuliers dans les archives de l'état-major de l'armée (sous-série 7 N, cf. infra), et dans celles des unités.

On n'est finalement susceptible de trouver dans les correspondances générales ou les documents originaux reçus par le cabinet du ministre que des rapports ou comptes rendus, très succincts lorsqu'il s'agit de télégrammes ou messages téléphonés, relatifs à des décisions (l'institution des « conseils de guerre spéciaux », par exemple) ou à des affaires importantes.

Le même constat peut être fait en ce qui concerne les fonds complémentaires, archives privées complétant celles du cabinet, à cette différence près, toutefois, que les dossiers complets relatifs à des affaires particulières, à des travaux législatifs, ou à des enquêtes d'ensemble<sup>19</sup>, y sont nettement plus représentés. À cet égard, une place particulière doit être faite au fonds Clemenceau, qui rassemble une documentation importante, notamment pour les années 1917-1919.

*État-major de l'armée (sous-série 7 N).* – L'état-major de l'armée ne disposait d'aucune prérogative propre en matière de justice militaire, mais un certain nombre de ses subdivisions ont pu être amenées à émettre des avis ou à centraliser des informations relatives à la justice militaire lorsqu'elle concernait leur domaine de compétence.

En effet, l'E.M.A. est né d'un décret du 6 mai 1890, qui transformait l'état-major du ministre de la guerre en institution permanente dont les compétences étaient des plus larges en temps de paix. Cette institution a conservé l'organisation en bureaux, eux-

devint après guerre la direction du contentieux, de la justice militaire et de la gendarmerie.

19. Notamment relatives aux « faits collectifs d'indiscipline », cf. infra.

mêmes divisés en sections, donnée à l'état-major du ministre par le décret du 26 mars 1878<sup>20</sup>. Chacune des sections disposait d'attributions précises, par domaine ou par zone géographique. Malgré les multiples transformations de cet organigramme durant le conflit, on peut le résumer ainsi :

- 1<sup>er</sup> bureau : organisation, personnel, effectifs, T.O.E., armées alliées ;
- 2<sup>e</sup> bureau : renseignement, armées étrangères ;
- 3<sup>e</sup> bureau : mobilisation, instruction générale, inspection ;
- 4<sup>e</sup> bureau : transports ;
- section d'Afrique (Orient et Balkans à partir de 1915) ;
- bureau franco-américain (1917-1919).

En temps de guerre, la compétence de l'E.M.A. était réduite au profit du grand quartier général, mais il conservait ses attributions administratives traditionnelles de centralisation de l'information et de règlement de questions techniques dans un certain nombre de domaines. Certains de ses bureaux ont donc eu à traiter des questions directement ou indirectement relatives à la justice militaire quand l'action de celle-ci les concernait.

Ainsi les archives du 1<sup>er</sup> bureau de l'E.M.A. rassemblent-elles des collections de textes réglementaires, notes aux armées et circulaires relatives aux évolutions législatives de la justice militaire, dans la mesure où elles entrent dans le corpus des règles applicables aux personnels militaires. De même la spécialisation des bureaux et sections de l'état-major explique-t-elle la présence dans ce fonds de documents relatifs à des affaires particulières qui

20. Pour l'organisation de l'E.M.A., voir *l'Inventaire de la série N 1872-1919*, tome II, p. 165-167.



sont autant de témoignages concernant les armées alliées, certaines catégories de personnel, ou des théâtres d'opération peu représentés par ailleurs.

*Généraux en chef et grand quartier général (sous-séries 14 et 16 N.* – Le grand quartier général fut formé à la mobilisation avec trois bureaux et une direction de l'arrière. Organe de commandement du général en chef, il disposait de compétences très étendues, qui ne se limitaient pas au domaine opérationnel. Ainsi, certaines orientations données à la justice militaire, en particulier au début du conflit, l'étaient-elles de l'initiative du général en chef : Joffre a insisté dès le début septembre 1914 sur la nécessité de doter les armées de moyens de mener une répression sévère, pressant le ministre de rétablir les « cours martiales »<sup>21</sup>. Le G.Q.G. devait continuer jusqu'à la fin de la guerre à préciser le cadre et les modalités d'action des conseils de guerre, donnant des prescriptions sur la répression de certains délits ou sur les interprétations à faire des articles du code. On ne trouve toutefois pas trace dans les archives du G.Q.G. d'un classement thématique regroupant ce type d'instructions<sup>22</sup> : le chercheur aura plutôt intérêt à se reporter aux archives des grandes unités, qui présentent l'avantage de fournir des collections complètes et aisément accessibles de notes et circulaires relatives à la justice militaire.

Plus accessibles, les archives relatives au contrôle parlementaire aux armées donnent quelques indications sur les visites effectuées par des députés auprès de certains conseils de guerre. Mais le principal intérêt des archives du G.Q.G. en matière de

21. *Journal Officiel*, 1914, débats – Chambre des Députés – Annexe n°1591, p. 1350.

22. L'ensemble reste dispersé au sein de l'ancienne série Pp, « décisions de principe », qui comprend quinze cartons suivant l'ordre chronologique (16 N 41-56).

justice militaire est à rechercher du côté des mutineries de 1917. En effet, à l'été 1917, le général Pétain mit en place au sein du 2<sup>e</sup> bureau du G.Q.G. des services spéciaux destinés à centraliser les informations relatives au moral de l'armée. Ces services aux noms significatifs (« actes collectifs d'indiscipline » et « moral ») ont laissé des archives qui sont les plus complètes en ce qui concerne ce moment de crise. Ne relevant pas exclusivement de la justice militaire, elles donnent des renseignements précis sur les faits, leurs auteurs souvent, ainsi que sur l'attitude du commandement et celle de la justice militaire, et constituent de ce fait une source exceptionnelle.

### **B. Les archives des unités.**

Si l'on met à part le cas particulier des fonds relatifs à la « crise d'indiscipline » de 1917, c'est dans les archives des unités, qui constituent le cadre de l'action des conseils de guerre aux armées, que se trouvent les archives les plus riches, en tout cas les plus concrètes, en matière de justice militaire, et ce même si le chercheur est susceptible d'être confronté à des collections d'un intérêt très inégal. Il n'est pas apparu nécessaire de détailler les sous-séries concernées, compte tenu des similitudes d'organisation qui se retrouvent aux différents échelons hiérarchiques.

Au sein des états-majors, qui sont organisés sur le modèle de l'E.M.A., la justice militaire relève du 1<sup>er</sup> bureau. C'est donc à ce niveau que se trouve l'essentiel des fonds relatifs à la justice militaire de chaque unité. Il faut toutefois souligner l'hétérogénéité des pièces susceptibles de s'y trouver, comme l'irrégularité de la représentation de la justice militaire au sein de ces fonds, et ce quel que soit l'échelon hiérarchique considéré. On peut évoquer le fait que la conservation des archives de la justice militaire et

leur éventuel classement thématique ou chronologique dépendaient de la bonne volonté des officiers responsables des chancelleries. Mais d'autres facteurs ont pu intervenir dans la plus ou moins bonne conservation de ces archives. Outre ceux qui sont liés à la nature même du conflit (faits de guerre, pertes lors de transports ou de versements aux services de l'arrière), la nature même de ces fonds fait que dans certaines unités, ils ont été joints aux archives propres des conseils de guerre. L'étude des fonds de la sous-série 11 J devrait permettre d'en retrouver un certain nombre. Enfin, il s'est trouvé, dans quelque rares cas, des traces évidentes de « filtrage » de certains cartons : les constats réalisés par Vincent Suard dans son article publié en 1994<sup>23</sup> se sont trouvés confirmés par l'étude systématique menée pour la réalisation de ce guide. On soulignera toutefois le peu de cartons concernés, moins d'une dizaine, eu égard aux quelque deux cents références qui apparaissent ici.

Par-delà cette diversité de fait, il ressort que deux principaux types de documents doivent être distingués au sein des archives de la justice militaire des unités.

Les « pièces de principe », textes législatifs, notes aux armées et autres circulaires produites par les autorités présentées plus haut, occupent une place importante, dans la mesure où, complétant le code de justice militaire, elles étaient transmises par le haut commandement aux unités disposant d'un conseil de guerre. Certains fonds présentent ainsi des collections remarquablement complètes et clairement présentées<sup>24</sup>, d'emploi plus facile parfois

23. « La justice militaire française et la peine de mort au début de la première guerre mondiale », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1994, p. 136-153 ; voir page 141.

24. Il faut noter que le terme même de « documents de principe » n'a été conservé ici que dans la présentation générale des cartons ou des dossiers con-

(cf. la sous-série 19 N, « armées ») que les fonds de l'E.M.A. ou du G.Q.G.

Par-delà cet aspect normatif, les archives des unités donnent les meilleurs renseignements sur l'activité même des conseils de guerre. Des documents extrêmement variés sont conservés dans ces fonds : dossiers de plaintes en conseil de guerre (quand l'affaire n'a pas débouché sur une mise en jugement), comptes rendus de séance adressés au général commandant l'unité, des ordres ou comptes rendus de parade d'exécution, ou encore répertoires de jugements rendus, côtoient des correspondances relatives à des affaires individuelles, jugées ou en cours : rapports, comptes rendus, suspensions de peine<sup>25</sup> et autres mesures gracieuses sollicitées, accordées ou refusées. Ce ne sont là que quelques exemples de documents susceptibles de donner de la justice militaire aux armées, et des hommes – et femmes puisque des civils ont pu être concernés par certaines procédures – qui en étaient les acteurs le plus souvent involontaires, une image précise.

Il conviendra de tenir compte d'une spécificité militaire, l'obligation de rendre compte, pour des recherches portant sur la justice militaire au sein de corps de troupe précis. En effet, on multipliera les chances de constituer une documentation précise sur une unité particulière en se référant non seulement aux archives de l'unité elle-même mais aussi à celles de l'autorité supérieure. Ainsi les archives d'un corps d'armée non doté d'un conseil de guerre peuvent-elles receler des documents reflétant

cernés : on s'est efforcé dans l'analyse des cartons de préciser la nature des documents relevant de cette catégorie.

25. La suspension de peine, qu'il ne faut pas confondre avec le sursis, était une prérogative de l'officier ayant ordonné la mise en jugement (article 156 du code de justice militaire) : il s'agissait de ramener l'exécution de la peine à la fin des hostilités et donc de permettre un retour rapide au front des militaires condamnés à des peines de prison ou de travaux publics.

l'activité des juridictions des unités subordonnées, divisions et régiments, sous forme de comptes rendus périodiques ou de correspondances relatives à des affaires particulières suivies par la hiérarchie. Si ce système a pour inconvénient de multiplier les doublons, il permet souvent de combler des lacunes, dans la mesure où des archives dont les originaux ont disparu pourront souvent être remplacées par les exemplaires transmis à titre de compte rendu à l'échelon immédiatement supérieur.

Ces quelques indications ne sont que des pistes générales destinées à permettre au chercheur de trouver son chemin au sein de fonds dispersés, dont la logique reste difficile à saisir. L'information collectée dans les cartons référencés peut en outre être complétée par d'autres sources, plus dispersées encore :

1. Les collections d'enregistrement du courrier du 1<sup>er</sup> bureau des unités, au sein desquelles peuvent se trouver dispersés des documents relatifs à la justice militaire, en particulier lorsque ce type d'archives n'a pas fait l'objet d'un classement thématique ;

2. Les collections d'ordres généraux, notamment à l'échelon du corps d'armée, de la division et du régiment (sous-séries 22, 24 et 25 N), qui sont susceptibles de receler des proclamations de condamnations destinées à être lues sur le front des troupes ;

3. Les rapports et comptes rendus généraux relevant des archives des opérations (3<sup>e</sup> bureau), dans les sous-séries 19 N à 24 N ; ces archives n'ont pas été systématiquement sondées, compte tenu de leur ampleur, mais elles peuvent garder des traces de mesures répressives ordonnées par le commandement dans des cas jugés extrêmes (ordres de convocation de conseil de guerre, voire mesures sommaires pouvant aller jusqu'à des exécutions)<sup>26</sup> ;

26. L'apport d'une étude systématique de ces trois types de fonds a été démontré par la thèse de Gilbert Meynier, *L'Algérie révélée : la guerre de 1914*

4. Les archives de la prévôté (présentes à partir de l'échelon de la division), qui n'ont été signalées dans cet inventaire que lorsqu'elles étaient présentées de concert avec celles de la justice militaire. Ces fonds sont là encore hétérogènes et très inégaux : on peut toutefois y trouver plusieurs types de pièces intéressant la justice militaire, notamment des registres d'écrou, des procès-verbaux d'arrestation de militaires, des ordres de conduite, des comptes rendus de missions de service d'ordre lors des exécutions. Les références de ces cartons apparaissent dans l'inventaire de la série N, ou dans l'*Inventaire des fonds d'archives de la gendarmerie nationale, de la maréchaussée et de la prévôté conservés au Service historique de l'armée de terre*, tome IV, édité par le Service historique de la gendarmerie nationale (Maisons-Alfort, 1996).

### C. L'après-guerre.

Sans faire l'histoire de l'impact profond de la justice militaire dans l'opinion française, on peut rappeler que l'activité durant la guerre des conseils de guerre aux armées a été contestée bien avant la fin de la guerre. Dès 1915, la Ligue des Droits de l'Homme dénonçait certains verdicts et réclamait plus de garanties pour les inculpés. Avec la fin du conflit et la levée de la censure, les premières demandes de réhabilitation et de révision de certains jugements défrayaient la chronique, tandis que se posait en parallèle la question de l'amnistie d'un certain nombre de faits jugés par les conseils de guerre<sup>27</sup>.

*et le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle*, Genève, Droz, 1981, 793 p., pour le cas des corps de troupe mobilisés en Algérie et en Tunisie.

27. Pour le détail de ces questions, on se référera à l'article de Nicolas Offenstadt, « Construction d'une "grande cause" : la réhabilitation des "fusillés

Les archives du ministère de la guerre témoignent assez peu de ces questions : on regrette en particulier de n'avoir pu trouver trace de l'enquête d'ensemble menée en 1919-1920 par le sous-secrétariat d'État de la justice militaire pour quantifier l'action des conseils de guerre entre août 1914 et novembre 1918, documents utilisés par le député Louis Marin pour élaborer son rapport sur les pertes françaises durant le conflit<sup>28</sup>.

Toutefois, la série N recèle un certain nombre de références, concernant des travaux, législatifs pour la plupart<sup>29</sup>, qui portent témoignage des mesures prises ou envisagées dans ce cadre. En raison de la dispersion de ces documents, ces références ont été ramenées en annexe du présent guide sans tenir compte cette fois, pour une meilleure accessibilité et dans un souci de respect de la chronologie, de l'organisation de la série et de ses suppléments.

pour l'exemple" de la Grande Guerre », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1997.

28. « Proposition de résolution tendant à charger la commission d'armée d'établir et de faire connaître le bilan des pertes en morts et en blessés faites au cours de la guerre par les nations belligérantes », *Journal Officiel*, 1920, Chambre des Députés, session extraordinaire, documents parlementaires, annexe n°633, p. 32-78.

29. Auxquels s'ajoutent des documents relatifs à des affaires de capitulation jugées après la guerre.

## III. ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

La justice militaire fut dès avant 1914 l'objet de polémiques qui se sont traduites par une audience croissante des partisans de sa réforme, voire de sa suppression. L'impact de l'affaire Dreyfus ne fut pas sans importance : ainsi, G. Poulle, sénateur, rapporteur de la commission extra-parlementaire créée le 16 juin 1921 par Louis Barthou, alors ministre de la guerre, peut-il citer quelque vingt-trois projets et propositions de loi allant dans ce sens entre 1898 et 1909<sup>30</sup>. La question ne manqua pas d'être reprise durant la guerre, compte tenu en particulier des mesures d'exception adoptées au tout début du conflit. Dès la fin des hostilités, le débat prenait toute son ampleur, puisque la nécessité d'une réforme se trouvait réaffirmée, sur fond de campagnes pour l'amnistie, puis pour la révision d'un certain nombre de jugements contestés. Sur le plan juridique, il devait aboutir à l'adoption d'un nouveau code de justice militaire, promulgué par la loi du 9 mars 1928.

Une bibliographie exhaustive de la justice militaire durant la guerre de 1914-1918 comporterait donc plusieurs dizaines d'entrées si l'on y incluait les ouvrages polémiques, les témoignages de soldats et les travaux historiques portant sur ce thème : elle ne saurait trouver sa place ici. On s'est donc limité aux principaux ouvrages permettant d'aborder l'aspect technique de la question, et aux références historiographiques essentielles.

Les listes ci-dessous suivent l'ordre chronologique des articles et ouvrages cités.



### 1. Sources imprimées.

CHAMPOUDRY, (A.), *Manuel de l'officier de police judiciaire militaire*, édition revue et mise à jour, Paris, Librairie Sirey, 1914 (1<sup>re</sup> éd. 1881), 287 p. [Comprend le texte du code de 1857 dans sa version la plus récente, et une description détaillée des procédures suivies].

*Code de justice militaire pour l'armée de terre*, Paris, H. Charles-Lavauzelle, 1915, 240 p.

BERTRAND (Léo), *Les conseils de guerre du front et la réforme du Code de justice militaire*, thèse pour le doctorat juridique..., Montpellier, Imprimerie générale du Midi, 1919, 207 p.

CHEVRON (Alcide), *De l'abandon de poste*, thèse pour le doctorat..., Strasbourg, Imprimerie strasbourgeoise, 1919, 936 p.

RICOLFI (Humbert), *Le Code de justice militaire du 9 mars 1928. Historique – discussion devant le Parlement – principes de la réforme – commentaires – texte de la loi, avec une préface de M. Louis Barthou, garde des sceaux, ministre de la Justice*, Paris, Charles-Lavauzelle, 1928, 179 p.

DINTILHAC (Joseph), *Essai sur le fonctionnement de la justice militaire en période de guerre civile ou étrangère. Jugements rendus pendant la guerre de 1914-1918, leur révision par la cour de cassation*, Paris, P.U.F., 1929, 171 p.

### 2. La justice militaire en question.

MEUNIER (Paul), *Les conseils de guerre. Les tribunaux militaires pendant la guerre, erreurs judiciaires, réformes législatives*, Paris, Ollendorf, 1919, 280 p. [Recueil de textes, articles et

30. Rapport du sénateur Poulle, 1924, cité par Ricolfi, *op. cit.*, p. 14-21.

discours à la Chambre par un député partisan d'une réforme de la justice militaire].

RÉAU (R.-G.), *Les crimes des conseils de guerre*, Paris, éditions du Progrès civique, 1925, XVIII-337 p.

ANDRAUD (Henry), *Quand on fusillait les innocents*, Paris, Gallimard, 1935, 182 p.

### 3. Travaux historiques.

PEDRONCINI (Guy), *Les mutineries de 1917*, Paris, P.U.F., 1967, 328 p.

PEDRONCINI (Guy), « La justice militaire et l'affaire des quatre caporaux de Souain (mars 1915-mars 1934) », *Revue historique de l'armée*, n°2, 1973, p. 59-69.

PEDRONCINI (Guy), « Les cours martiales pendant la Grande Guerre », *Revue Historique*, n°512, octobre-décembre 1974, p. 393-408.

FACON (Patrick), « La crise du moral en 1917 à l'armée française d'Orient », *Revue historique des armées*, 1977, n°4, p. 93-111.

SMITH (L.V.), « The Disciplinary Dilemma of French Military Justice, September 1914-April 1917 : The Case of the 5<sup>e</sup> Division d'Infanterie », *The Journal of Military History*, volume 55, n°1, janvier 1991, p. 47-68.

SUARD (Vincent), « La justice militaire française et la peine de mort au début de la première guerre mondiale », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1994, p. 136-153.

ATTAL (R.), et ROLAND (D.), « La justice militaire en 1914-1915 : le cas de la 6<sup>e</sup> armée », *Mémoires de la Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie de l'Aisne*, tome XLI, 1996, p. 133-158.

- OFFENSTADT (Nicolas), « Construction d'une "grande cause" : la réhabilitation des "fusillés pour l'exemple" de la grande guerre », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1997, p. 68-85.
- BASTIER (Jean), « Les fusillés pour l'exemple (1914-1916) et la campagne des procès en révision (1921-1934) », *Études d'histoire du droit et des idées politiques*, n°2, 1998, p.270-289. [étude d'histoire du droit qui donne un bon aperçu de l'évolution juridique de la justice militaire durant les premières années du conflit].
- FERRET-LESNÉ (Maïté), « Les conseils de guerre spéciaux (1914-1932) », *Revue historique des armées*, 1998, n°3, p. 49-58.
- NOWAK (Jean-Michel), « La justice prévôtale à Salonique, 1915-1917 », *Revue historique des armées*, 1999, n°1, p. 65-80.
- OFFENSTADT (Nicolas), *Les fusillés de la grande guerre et la mémoire collective (1914-1999)*, Paris, Odile Jacob, 1999, 285 p.

## IV. SOURCES COMPLÉMENTAIRES.

Aux Archives nationales, les archives du ministère de la justice (série BB) permettent d'étudier un certain nombre d'affaires qui ont fait l'objet de recours en grâce ou en révision, pendant et après le conflit. La communication de ces archives est soumise à dérogation motivée adressée au directeur général des Archives de France.

- Correspondance générale de la division criminelle (BB<sup>18</sup>) : dossiers des recours en révision, qui concernent un certain nombre de verdicts rendus par les conseils de guerre (BB<sup>18</sup> 6326 à 6432). Chaque dossier comprend des éléments de procédure, l'état civil du condamné, et un avis du ministère de la guerre. Toutefois, certains sont en déficit à la suite de leur passage au ministère de la guerre consécutif à une reprise de la demande de révision. On utilisera l'inventaire publié :

LE MOËL (Geneviève), *Correspondance de la division criminelle du ministère de la Justice. Dossiers Banaux. Première série, 1890-1940, BB<sup>18</sup> 6001-6870*, Paris, Archives nationales, 1993, 346 p.

- Grâces demandées et accordées ou refusées (BB<sup>24</sup>) : cette série comprend notamment un certain nombre de recours présentés par des militaires condamnés à mort pas des conseils de guerre. À notre connaissance, les dossiers postérieurs à 1916 n'ont pas été classés. Pour les premières années du conflit, on se référera au seul inventaire existant :

HABIB (D.), s. d. BARBICHE (S.), *Dossiers de recours en grâce de condamnés à mort, 1900-1916, inventaire-index des articles BB<sup>24</sup> 2085 à 2122*, Paris, Archives nationales, 1996, dactylographié, 300 p. [les recours sont présentés de manière nominale, con-

seil de guerre et chef d'inculpation sont précisés].

- Répertoires sur fiches (sous-série BB<sup>27</sup>, articles 864 à 878 pour la période 1904-1920) : comprend notamment des fichiers de grâces, classés par ordre alphabétique, qui complètent utilement la sous-série BB<sup>24</sup>.

- Registres des grâces (sous-série BB<sup>28</sup>, articles 232 à 283 pour la période 1899-1919) : la sous-série est consacrée à l'enregistrement, dans l'ordre chronologique, des dossiers de recours en grâce.

## I. LES ARCHIVES DES CONSEILS DE GUERRE SOUS-SÉRIES 9 J À 11 J

### 1. CONSEILS DE GUERRE DE PARIS ET CONSEILS DE GUERRE DES RÉGIONS, SOUS-SÉRIES 9 J ET 10 J

Ces fonds concernent l'activité des conseils de guerre permanents durant le conflit : les trois conseils de guerre de Paris, qui du fait de l'importance des affaires traitées ont fait l'objet d'une sous-série propre<sup>31</sup>, et les conseils de guerre des régions de corps d'armée. Elles n'ont pas encore fait l'objet d'un inventaire détaillé : toute recherche précise devra faire l'objet d'une demande motivée auprès de la section justice militaire du service historique de l'armée de terre.

L'intérêt de ces archives dépasse le seul cadre militaire, puisqu'en vertu des décrets des 10 août et 8 septembre 1914 proclamant l'état de guerre dans tous les départements français, les juridictions militaires pouvaient être saisies, quelle que soit la qualité

31. S'ajoutent à ces archives quarante mètres linéaires de vrac, non encore inventoriés.

du prévenu, de la connaissance d'un certain nombre de crimes et délits, notamment ceux portant atteinte à la défense nationale.

2. CONSEILS DE GUERRE AUX ARMÉES  
SOUS-SÉRIE 11 J

Lors de son versement du dépôt central d'archives de Meaux au service historique de l'armée de terre, cette sous-série qui comprend près de quatre mille cartons a fait l'objet d'un inventaire dactylographié très complet, qui, compte tenu de la communicabilité restreinte de ces archives, n'a pas été mis à la disposition du public<sup>32</sup>. Ne sont présentées ici que ses grandes lignes.

**11 J 1 à 218.** Conseils de guerre de quartier général d'armée (et du groupe des divisions territoriales) ..... 1914-1919

**11 J 219 à 311.** Conseil de guerre des directions des étapes (armées et groupe d'armées) ..... 1914-1918

**11 J 312 à 332.** Conseils de guerre de quartier général de corps d'armée ..... 1914-1917

**11 J 333 à 2727.** Conseils de guerre des divisions d'infanterie (1 à 170) ..... 1914-1921

**11 J 2728 à 2804.** Conseils de guerre des divisions de cavalerie.  
..... 1914-1919

**11 J 2805 à 3003.** Conseils de guerre des divisions d'infanterie coloniale (2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> à 17<sup>e</sup>, et 1<sup>re</sup> D.I.M.M.) .... 1914-1919

32. Cet instrument de travail est accessible sur rendez-vous auprès de la section des archives de la justice militaire du S.H.A.T.



- 11 J 3004 à 3005.** Conseil de guerre de la division provisoire des 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> corps d'armée ..... mars-juin 1915
- 11 J 3006.** Conseil de guerre spécial de la brigade de marche de Bourgon, un dossier .....s.d.
- 11 J 3007 à 3014.** Conseil de guerre de la mission française attachée à l'armée britannique ..... 1916-1919
- 11 J 3016 à 3066.** Conseils de guerre des places fortes (Dunkerque, Toul, Verdun, Épinal) ..... 1914-1918
- 11 J 3067 à 3183.** Conseils de guerre des T.O.E. : corps expéditionnaire d'Orient, bases françaises des Balkans, unités françaises en Bulgarie, Hongrie, Turquie, Russie, armée du Levant<sup>33</sup>.  
..... 1915-1923
- 11 J 3184 à 3200.** Conseils de guerre spéciaux : essentiellement régiments, classés par arme ..... 1914-1916
- 11 J 3201 à 3203.** Conseils de guerre des troupes françaises de Macédoine et de Cilicie ..... 1920-1921
- 11J 3203.** Catalogue de jugements rendus dans différentes unités.  
.....s.d.
- 11 J 3204 à 3214.** Conseils de révision..... 1916-1919
- 11 J 3215 à 3216.** Cour spéciale de Justice militaire ..... 1933-1935

33. Ces conseils de guerre ne recouvrent pas toute l'activité de la justice militaire dans les T.O.E., les grandes unités envoyées hors de France ayant conservé leur juridiction propre.

**11 J 3217 à 3804.** Conseils de guerre des troupes françaises en  
Allemagne..... 1919-1930

3. FONDS PRIVÉS  
SOUS-SÉRIE 1 K

**1 K 746.** Fonds Fuchs.

Archives de Maître Fuchs, avocat auprès le conseil de guerre de la 55<sup>e</sup> D.I. : notes sur les affaires plaidées devant le conseil de guerre donnant des renseignements sur les accusés et les crimes, ébauches des plaidoyers de défense, jugements rendus ; noms, dates et lieux sont indiqués avec précisions, les affaires vont de délits mineurs à des faits plus graves ; certains des dossiers renferment des lettres des accusés. .... 1915-1917

## II. LES ARCHIVES DU HAUT COMMANDEMENT SOUS-SÉRIES 5 N À 16 N

### 1. CABINET DU MINISTRE (SOUS-SÉRIE 5 N)

**5 N 9-19.** Télégrammes à chiffrer envoyés par toutes les directions du ministère.

Notamment un certain nombre d'ordres d'exécution capitale transmis aux unités. .... août 1914-octobre 1915

**5 N 41-64.** Traductions de télégrammes chiffrés reçus : renseignements divers. .... août 1914-octobre 1915.

**5 N 66.** Traduction de télégrammes chiffrés, radios, messages téléphonés, provenant du G.Q.G., des places fortes, des régions, du corps expéditionnaire d'Orient.

Retraite du XV<sup>e</sup> corps : Joffre fait « fonctionner ferme les conseils de guerre », 21 août 1914 ; arrêt de l'offensive entre Longwy et la Meuse : « plusieurs défaillances individuelles qui ont nécessité sanctions », 23 août ; commencement de rébellion au camp de la

Braconne, 15 hommes en conseil de guerre, 29 août ; Joffre réclame le rétablissement des cours martiales, 3 septembre ; poursuites en conseil de guerre contre le maire de Vitry, 14 septembre ; un colonel remis à la justice militaire, 30 octobre ; 77 médecins et infirmiers allemands prisonniers en prévention de conseil de guerre, 9 novembre ; un lieutenant suspect de désertion devant l'ennemi, 14 novembre ; à propos de l'exécution d'un soldat du 256<sup>e</sup> R.I. condamné à mort par le conseil de guerre de la 55<sup>e</sup> D.I., 21 novembre ; pourvoi en révision d'officiers et sous-officiers allemands condamnés par le 1<sup>er</sup> conseil de guerre (affaire de l'ambulance de Lizy-sur-Ourcq), 23 novembre.

..... août 1914-janvier 1915

**5 N 67. *Idem.***

Exécution d'un soldat du 24<sup>e</sup> R.I. condamné à mort par le conseil de guerre de la 6<sup>e</sup> D.I., 1<sup>er</sup> mars 1915 ; indiscipline au sein de la Légion garibaldienne : le général commandant la XV<sup>e</sup> région demande des traductions en conseil de guerre, 14 mars ; exécution d'un individu, 10<sup>e</sup> région militaire, 5 avril ; embarquement à Alexandrie de déserteurs du C.E.O., 17 avril ; ouverture d'une information devant le conseil de guerre de Clermont-Ferrand : un ressortissant belge soupçonné d'espionnage, 2 mai ; à propos d'une affaire d'espionnage jugée par le conseil de guerre de Belfort, 8 mai ; à propos de l'exécution d'une espionne à Bourges, 15 et 16 mai ; à propos de la condamnation à mort d'un sujet espagnol pour espionnage (IV<sup>e</sup> armée), 19 mai ; exécution d'un soldat du 5<sup>e</sup> R.I. condamné à mort par le conseil de guerre de la région Nord, 20 mai ; demande du général Gouraud (C.E.O.) de documents officiels permettant de renforcer l'action des conseils de guerre, 28 mai ; à propos de la condamnation à mort pour espionnage d'un couple de Belges par le conseil de guerre du 36<sup>e</sup> C.A., 20 juin ; à propos de la réponse faite à une mère dont le fils, soldat au 19<sup>e</sup> B.C.P., a été fusillé le 19 octobre 1914, sur le lieu d'inhumation et les circonstances de sa mort, 25 juin ; exécu-

tion d'un soldat du 7<sup>e</sup> régiment colonial mixte condamné à mort par le conseil de guerre de la 2<sup>e</sup> D.I., 29 juin.

..... février 1915-juin 1915.

**5 N 68-69.** Traduction de télégrammes chiffrés, radios, messages téléphonés provenant du corps expéditionnaire et de l'armée d'Orient.....juillet-octobre 1915

**5 N 85.** Télégrammes expédiés et reçus.

Notamment indiscipline, mutineries, déserteurs, évadés, détenus.

..... août 1914-mars 1918

---

**5 N 131.** Documents originaux divers reçus par le cabinet du ministre.

Compte rendu du général commandant en chef : exécution de deux soldats condamnés à mort par le conseil de guerre de la 41<sup>e</sup> D.I. pour mutilation volontaire, 16 septembre ; rapport du général commandant la X<sup>e</sup> armée tendant à la comparution en conseil de guerre de deux officiers supérieurs qui ont capitulé à Lille, 18 octobre ; lettre du commandant en chef proposant la parution d'un ordre indiquant les sanctions disciplinaires encourues par les officiers coupables de s'être rendus avant d'avoir épuisé tous les moyens de défense en leur pouvoir, 2 décembre.

..... août-décembre 1914

**5 N 132.** Documents originaux divers reçus par le cabinet du ministre.

Acquittement du personnel sanitaire allemand de Lizy-sur-Ourcq, 17 février ; exécution pour révolte et refus d'obéissance de 9 soldats russes du 2<sup>e</sup> régiment étranger : note du contentieux sur la communication du dossier ; dossier comprenant : bordereau, rapport du général commandant la X<sup>e</sup> armée, rapport du général Guérin, demande d'enquête émanant de la Présidence de la Républi-

que, rapport du commissaire du gouvernement, copie des notes d'audience du conseil de guerre spécial du 2<sup>e</sup> R.E., minute du jugement, neuf procès-verbaux d'exécution à mort, juin-juillet.  
.....janvier-octobre 1915

---

**5 N 159-163.** Messages téléphonés et télégrammes reçus.

Classement thématique, avec notamment des dossiers « justice militaire et conseils de guerre » (avis du G.Q.G. sur des condamnations à mort, détenus militaires, affaires particulières), et « incidents, grèves, mutineries » (rapport sur les incidents de 1917, notamment actes collectifs d'indiscipline, incidents provoqués par des permissionnaires, troupes russes en France, situation au camp de la Courtine).

**159** .....janvier-août 1917

**160** *idem* ..... septembre-décembre 1917

**161** *idem* ..... janvier-mars 1918

**162** *idem* ..... avril-juin 1918

**163** *idem* .....juillet-octobre 1918

---

**5 N 269.** Questions diverses, 1916-1919.

(Dossier 1) G.Q.G., haut commandement : copie d'une note sur les conseils de guerre spéciaux, 6 janvier 1916 ; note au sujet des cours martiales, 2 octobre 1916. ....janvier-octobre 1916

2. FONDS PARTICULIERS  
SOUS-SÉRIE 6 N

**Fonds Buat**

Le général Buat a été chef de cabinet du ministre de la guerre du 30 août 1914 au 21 novembre 1915.

**6 N 13.** Notes circulaires, notamment du contentieux.  
(Dossier 6) Direction de la justice militaire et du contentieux : quelques circulaires relatives à l'organisation des conseils de guerre : droit de grâce, répression de certains crimes.  
..... septembre 1914 -octobre 1915

**6 N 15.** Directions du ministère de la guerre : compte rendu des affaires importantes traitées dans la journée.  
10<sup>e</sup> direction, contentieux et justice militaire : quelques documents sur des mesures prises contre la désertion et l'insoumission, une note du général commandant en chef sur la nécessité du maintien des conseils de guerre spéciaux (27 septembre 1915).  
..... juin-septembre 1915

**6 N 23.** Correspondance.  
Lettre du 25 mai 1915 : 40 hommes du 56<sup>e</sup> R.I. traduits en conseil de guerre. .... août 1914-octobre 1915

**Fonds Galliéni**

**6 N 45.** Projets et propositions de loi, décembre 1915-février 1916.



Projet de loi relatif au fonctionnement et à la compétence des tribunaux militaires en temps de guerre, 29 octobre 1915 ; projet de résolution relatif au fonctionnement des tribunaux militaires, 10 décembre 1915..... octobre-décembre 1915

**6 N 52.** Études diverses, 1910-1916.

Dossier « ministère de la guerre, 1<sup>er</sup> novembre 1915-15 mars 1916 » : sous dossier « justice militaire, affaires diverses », comprenant des notes relatives à plusieurs affaires, dont sous-lieutenant Chapelant, pillages à Arras.

..... novembre 1915-mars 1916

**Fonds Clemenceau**

**6 N 92.** Personnel : déserteurs et insoumis.

États numériques, répression, recherche, condamnations, sanctions. .... décembre 1918-octobre 1919

**6 N 93.** Personnel : discipline.

Discipline, incidents : incidents au sein d'unités coloniales, 1918 ; militaires envoyés au Tonkin suite aux incidents de mai-juin 1917, deux correspondances sur le qualificatif « indésirable » qui leur est appliqué, et considérations d'ensemble sur la question, 1918 ; conférence secrète du 9 juin 1917 sur les incidents impliquant des permissionnaires : minutes de la réunion et pièces annexes sur un certain nombre d'incidents ; droit de grâce : suite à l'interpellation du député Patureau-Baronnet, une note sur l'exercice du droit de grâce, une autre sur le droit de grâce, circulaires émanant de l'administration centrale, 10 août 1914-14 janvier 1917, circulaires émanant du G.Q.G., 16 avril 1915-24 septembre 1916, statistique des mesures gracieuses individuelles, 2 août 1914-15 janvier 1917, des condamnations à mort, 1<sup>er</sup> octobre-31 décembre 1916 ; tenue et discipline, punitions : circulaires

et rapports, 1918 ; tenue et marques extérieures de respect : circulaires, rapports, statistiques, 1917-1918.

..... août 1914-décembre 1918

**6 N 94.** Personnel : incidents dans les unités (principalement intérieur et garnisons).

Notamment plusieurs cas de manifestations à l'occasion de départs pour le front : 100<sup>e</sup> R.I., janvier 1916 ; 90<sup>e</sup> R.I., juillet 1916 ; 24<sup>e</sup> R.I.C., février 1916 ; 10<sup>e</sup> R.I., février 1916 ; 51<sup>e</sup> R.I., juin 1916 ; 7<sup>e</sup> R.I., septembre 1915..... 1915-1919

**6 N 95.** Personnel : incidents dans les unités (principalement intérieur et garnisons).

Notamment : Bataillon annexe du 84<sup>e</sup> R.I., juillet 1917 ; Seine-et-Oise, arrondissement de Neufchâtel, diverses unités, dernier trimestre 1916 ; 144<sup>e</sup> R.I., détachement créole, octobre 1917 ; 10<sup>e</sup> et 210<sup>e</sup> R.I., Auxonne, février 1917 ; Puget-sur-Argens, 1<sup>er</sup> et 20<sup>e</sup> R.I.C., 260<sup>e</sup> R.I., juin 1918 ; 5<sup>e</sup> R.I.C., mutinerie au dépôt annexe, 8 soldats traduits en conseil de guerre, juin 1918 ; 35<sup>e</sup>, 124<sup>e</sup>, et 94<sup>e</sup> R.I., avril 1916 ; 43<sup>e</sup> R.I., novembre 1915.. 1915-1919

**6 N 146.** Renseignements, France, 1916-1919, dont incidents de mai-juin 1917.

(Dossier 1) récapitulatif des condamnations à mort exécutées, 28 juin 1917 ; circulaire du commandant en chef, 1<sup>er</sup> juin 1917 ; état des poursuites en cours, s.d. ; sous-dossier « condamnations à mort » : tableau récapitulatif ; notices individuelles ; sous-dossier « exécutions immédiates » : notices individuelles (affaires non soumises au président de la République) ; décret du 8 juin, circulaires des 9 et 11 juin, sur les exécutions capitales et les procédures de révision dans les cas de révolte ; rapports du service de renseignements aux armées sur les « manifestations pacifistes dans les corps de troupe », et les suites judiciaires données, juin-juillet 1919 ; (d. 7) notes du G.Q.G., lettres du général en chef,

notamment : note au sujet des faits collectifs susceptibles d'entraîner une condamnation à mort ; télégramme de général en chef à l'état-major sur la conduite à tenir par les cadres ; note du général commandant la X<sup>e</sup> armée au général commandant le groupe d'armées Nord sur des incidents récents aux 70<sup>e</sup> et 54<sup>e</sup> B.C.P., et 109<sup>e</sup> R.I., avec appréciation du général Franchet d'Esperey, mai-juin 1917 ; (d. 8) notes et directives du général en chef : notamment notes sur la discipline et le fonctionnement des conseils de guerre, récapitulation des sanctions prises contre des officiers suite aux actes collectifs d'indiscipline, mai-juin 1917 ; (d. 9) incidents au sein des armées : rapports, télégrammes, résumés, et mesures judiciaires prises ou en cours, juin-juillet 1917 ; (d. 10) rapports des divisions : synthèse des actes d'indisciplines classée par division ; poursuites collectives en instance ; tableau analytique présentant les causes et les suites des actes d'indiscipline par division, mai-juin 1917.... mai 1917-juillet 1919

**6 N 150.** Télégrammes des régions militaires, classés par région, sur les incidents de 1917.

Notamment unités militaires réquisitionnées pour faire face aux grèves ; troubles au sein des unités militaires, dont quelques incidents disciplinaires. ....mai 1917-1923

3. ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE  
SOUS-SÉRIE 7 N

**7 N 143.** 1<sup>er</sup> bureau. Effectifs. Circulaires, notes de principe diverses.

(Dossier 12) Déserteurs, insoumis, omis, militaires tombés valides entre les mains de l'ennemi, septembre 1914-septembre 1919 ; (d. 13) militaires condamnés, exclus, déserteurs, punis, en prévention de conseil de guerre, septembre 1914-août 1919.

..... septembre 1914-septembre 1919

**7 N 159.** 1<sup>er</sup> bureau. Personnel. Circulaires, notes de principe diverses.

(Dossier 1) Personnel des établissements pénitentiaires et prisons militaires. .... mars 1916-août 1919

**7 N 170.** 1<sup>er</sup> bureau. Service de santé. Circulaires, notes de principe diverses.

Une circulaire du ministère de la guerre aux généraux commandant les régions militaires à propos des mutilations volontaires.

..... 14 septembre 1914.

**7 N 171.** 1<sup>er</sup> bureau. Organisation des services. Circulaires, notes de principe diverses.

(Dossier 1) Justice militaire, tribunaux militaires, conseils de guerre [lacunaire : très peu de documents de 1914-début 1915].

..... août 1914-septembre 1919

**7 N 175.** 1<sup>er</sup> bureau. Circulaires, notes de principe diverses.

Établissements pénitentiaires : personnel des sections de répression (Algérie et métropole). .... août 1917-mai 1918.

---

**7 N 262.** 1<sup>er</sup> bureau : organisation-mobilisation (personnel). Correspondances.

Correspondance échangée avec la direction du contentieux et de la justice militaire, notamment une circulaire du ministre de la guerre sur le fonctionnement des conseils de guerre, 20 septembre 1914. .... août-décembre 1914

**7 N 275.** 1<sup>er</sup> bureau : organisation-mobilisation (personnel). Correspondances.

Correspondance échangée avec la direction du contentieux et de la justice militaire, notamment quelques notes et circulaires relatives à des questions d'organisation et de fonctionnement de la justice militaire aux armées et à l'intérieur..... 1915

**7 N 295.** 1<sup>er</sup> bureau : organisation-mobilisation (personnel). Correspondances.

Correspondance échangée avec la direction du contentieux et de la justice militaire, notamment quelques notes et circulaires relatives à des questions d'organisation et de fonctionnement de la justice militaire aux armées et à l'intérieur, aux militaires incarcérés, en prévention de conseil de guerre, bénéficiant du sursis ou d'une suspension de peine. .... 1916

**7 N 310.** 1<sup>er</sup> bureau : organisation-mobilisation (personnel). Correspondances.

Correspondance échangée avec la direction du contentieux et de la justice militaire, notamment circulaires relatives aux Bataillons d'infanterie légère d'Afrique, prisonniers de guerre condamnés par les conseils de guerre, militaires détenus, personnels pénitentiaires militaires, sections de répression d'Algérie (Toggourt).  
..... 1917

---

**7 N 330.** 1<sup>er</sup> bureau : Corps expéditionnaire d'Orient et corps expéditionnaire des Dardanelles. Correspondances.

Correspondances échangées avec la direction du contentieux et de la justice militaire : attribution à l'état major du C.E.O. de personnel de la justice militaire, mars 1915 ; création d'un conseil de guerre à la base de Moudros, mai-août 1915.

..... février 1915-janvier 1916

**7 N 335.** 1<sup>er</sup> bureau : armée d'Orient et commandement des armées alliées. Correspondances.

Correspondances échangées avec la direction du contentieux et de la justice militaire : notamment une circulaire relative aux déserteurs de l'armée d'Orient, août 1916.

..... octobre 1915-décembre 1916

**7 N 340.** 1<sup>er</sup> bureau : armée d'Orient et commandement des armées alliées. Correspondances.

Correspondances échangées avec la direction du contentieux et de la justice militaire, notamment mutation d'un officier de la justice militaire..... 1917

**7 N 353.** 1<sup>er</sup> bureau : Théâtre des opérations extérieures, armée d'Orient, Levant. Correspondances.

Correspondances échangées avec la direction du contentieux et de la justice militaire, notamment notes de service, correspondances relatives à des cas particuliers..... 1918-1919

**7 N 393.** 1<sup>er</sup> bureau : Russie (matériel et questions diverses).

(Dossier 1) Mutinerie du 21<sup>e</sup> bataillon de marche colonial.

.....novembre 1918-avril 1919

---

**7 N 435.** 1<sup>er</sup> bureau : Effectifs. Travailleurs aux armées.

Utilisation des détenus militaires d'Algérie : notes, circulaires,

correspondances relatives à l'organisation de détachements de travailleurs aux armées prélevés dans les établissements pénitentiaires algériens, composition, encadrement, destination, janvier 1916-mars 1917 ; remplacement des travailleurs indésirables : notes, circulaires, correspondances relatives au renvoi aux colonies des travailleurs indésirables, décembre 1916-juin 1917 ; envoi hors de France à titre disciplinaire de trois cent militaires du 36<sup>e</sup> R.I. : correspondances, notes, études, destinations, juin 1917 ; envoi aux colonies à titre disciplinaire de 1 400 militaires de toutes armes : correspondances, notes, études, rapports (notamment états numériques par destination, cas particuliers, conditions d'embarquement, retour de certains de ces hommes après les hostilités), juin 1917-novembre 1918.

.....janvier 1916-novembre 1918

**7 N 597.** 1<sup>er</sup> bureau : inspection générale des effectifs aux armées. Notes et circulaires reçues des directions, dont contentieux et justice militaire.

Notamment : mineurs devant les conseils de guerre, suspensions de peine, mai 1915 ; militaires bénéficiant d'une suspension de peine, détenus libérés pour incorporation, affaires renvoyées par les conseils de guerre pour supplément d'information, grâces accordées à des détenus militaires, affectations d'exclus aux travaux agricoles, juin 1915 ; répression des délits économiques, répression des mutilations volontaires, répression du recel, août 1915 ; insoumis, personnel des tribunaux militaires, réhabilitation des militaires condamnés, septembre 1915 ; modalités des suspensions de peine, militaires condamnés avant-guerre par des tribunaux civils, février 1916 ; militaires élargis, réhabilitations, mars 1916 ; travail des prévenus militaires, condamnés évacués pour blessure, application de la loi modifiant la compétence et le fonctionnement des tribunaux militaires, avril 1916 ; traduction des déserteurs devant les conseils de guerre, suspensions de peine accordées d'office, mai 1916 ; notification des condamnations

prononcées contre d'anciens fonctionnaire aux armées à leur administration d'origine, militaires détenus dans des prisons civiles, militaires élargis, défense des prisonniers de guerre allemands traduits devant les conseils de guerre, juin 1916 ; suspensions de peine, envoi aux armées d'une liste des militaires ayant encouru une condamnation par un conseil de guerre, envoi d'anciens condamnés à la Légion étrangère, pourvois en cassation pour les condamnations à la peine capitale, juillet 1916 ; prise en compte par les conseils de guerre des circonstances atténuantes, travaux des détenus militaires, prisonniers de guerre condamnés par les conseils de guerre, septembre 1916 ; renvoi au front consécutifs à une suspension de peine, mesures gracieuses et suspensions de peine, octobre 1916 ; prisonniers de guerre incarcérés dans des établissements pénitentiaires, expédition des jugements, suspensions de peine, novembre 1916 ; parade de condamnation aux travaux publics, versement de militaires condamnés dans des groupes de travailleurs, personnel des tribunaux militaires, décembre 1916 ; suspensions de peine, administration des établissements pénitentiaires militaires, janvier 1917. ....janvier 1915-janvier 1917

---

**7 N 624.** 1<sup>er</sup> bureau, bureau slave. Armée tchécoslovaque.  
(Dossier 6) Notes de service et circulaires relatives à la discipline, à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire : compétence des tribunaux militaires français, création de conseils de guerre spécifiques aux unités tchécoslovaques et polonaises ; correspondances relatives à des cas particuliers.  
.....juin 1917-décembre 1919

**7 N 632.** 1<sup>er</sup> bureau, bureau slave. Base russe de Laval : principes et correspondances.  
Quelques documents relatifs aux questions de discipline et de justice militaire, notamment copie d'une déclaration commune du gouvernement français et du gouvernement provisoire russe sur



les compétences respectives des conseils de guerre de chaque armée, avec une annexe précisant l'organisation de la justice militaire russe en France, février 1918 ; plusieurs dossiers disséminés relatifs à des cas particuliers relevant de la question.

..... décembre 1917-mai 1918

---

**7 N 800.** 2<sup>e</sup> bureau, Russie méridionale, situation politique et générale.

Coupages de bulletins de renseignements, notamment mutinerie du 58<sup>e</sup> R.I. .... 1917-1919

**7 N 816.** 2<sup>e</sup> bureau, Russie septentrionale (Arkhangelsk, Mourmansk).

Télégrammes et rapports, notamment de l'attaché militaire et de l'ambassadeur de France, relatifs à la mutinerie du 21<sup>e</sup> bataillon de marche colonial. .... novembre 1918-mars 1919

**7 N 817.** 2<sup>e</sup> bureau, Russie septentrionale (Arkhangelsk, Mourmansk).

Rapports de l'attaché militaire, rapport d'enquête sur des faits signalés au ministre relatifs aux éléments militaires français en Russie du Nord, notamment : état moral du corps expéditionnaire et mutinerie du 21<sup>e</sup> bataillon de marche d'infanterie coloniale.

..... août 1918-mars 1920

---

**7 N 1975.** 3<sup>e</sup> bureau : surveillance des frontières.

Dossier « déserteurs » : comptes rendus des 5<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> régions militaires relatifs à l'évolution du nombre des plaintes en conseil de guerre, en particulier pour insoumission, abandon de poste et désertion, de mai à octobre 1915. .... décembre 1915

**7 N 1977.** 3<sup>e</sup> bureau : correspondances.

(Dossier 7) Correspondances échangées avec la direction du contentieux et de la justice militaire : pièces relatives à des affaires particulières, notamment communications de dossiers judiciaires des conseils de guerre de Besançon et de la 75<sup>e</sup> division de réserve, janvier 1915 ; notes et circulaires ministérielles : abandons de poste, août et décembre 1915, réductions de peine, janvier 1917, envoi au front de militaires bénéficiant d'une suspension de peine, mai 1917, nécessité de mener des expertises propres à déterminer la responsabilité des prévenus devant les conseils de guerre, octobre 1917. .... 1914-1919

**7 N 1989.** 3<sup>e</sup> bureau : permissionnaires.

Dossier « discipline, conférence secrète du 9 juin 1917 » : copie des minutes de la conférence, état des pièces annexes, récapitulation des mesures prises<sup>34</sup> ..... 1914-1919

---

**7 N 2066.** 4<sup>e</sup> bureau, Russie du Nord.

(Dossier 4) Mutins d'Arkhangelsk : correspondances (notes et télégrammes) relatives aux mutins du 21<sup>e</sup> Bataillon de marche colonial et à leur évacuation de Russie. .... mars-avril 1919

---

**7 N 2107.** Section d'Afrique : bureaux indigènes en France.

Dossier « déserteurs indigènes », relatif à des affaires de désertion à l'ennemi d'officiers, sous-officiers et soldats Nord-Africains (notamment des 3<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, et 9<sup>e</sup> régiments de tirailleurs) : notes de service et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire ; correspondances, rapports, fiches

34. On trouvera une collection complète des pièces relatives à cette conférence en 6 N 93. Ces documents ne concernent la justice militaire que dans la mesure où ils reflètent une orientation des mesures envisagées face à la dégradation de la discipline.

individuelles, procès-verbaux d'information ; l'essentiel des documents ressort d'enquêtes extra-judiciaires, mais on trouve quelques pièces, des interrogatoires en particulier, relatives à des conseils de guerre (conseil de guerre d'Alger, conseils de guerre des 37<sup>e</sup> et 153<sup>e</sup> D.I.)..... juillet 1915-mai 1919

**7 N 2116.** Section d'Afrique : troupes d'Afrique du Nord, dont conseil de guerre de Batna, 1916-1918.

Documents relatifs à la création d'un conseil de guerre dans la subdivision de Batna à l'occasion des troubles de novembre 1916. ....décembre 1916

**7 N 2117.** Section d'Afrique : troupes d'Afrique du Nord.

Dossier « divers » : notes, circulaires ministérielles, minutes de circulaires et de textes de lois relatifs à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire, mai-novembre 1916 ; dossier « groupes spéciaux » : notes et circulaires (dont textes législatifs) relatifs aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique, aux section d'exclus, aux établissements pénitentiaires militaires et aux groupes spéciaux, août 1914-février 1918. .... août 1914-février 1918

**7 N 2161.** Section d'Afrique. Détachement français en Palestine.

Correspondances relatives au personnel de la justice militaire, et à la compétence du conseil de guerre du détachement français en Palestine-Syrie. ....décembre 1917-décembre 1918

**7 N 2189.** Section d'Afrique (Orient) : contentieux et justice militaire.

Essentiellement des documents relatifs à des militaires nord-africains incorporés dans l'armée turque et évadés des lignes turques, notamment les interrogatoires de 92 d'entre eux par le commissaire rapporteur du conseil de guerre d'Alger, janvier-mars 1918 ; quelques correspondances relatives aux conseils de guerre, notamment condamnation à mort pour révolte de quatre

tirailleurs sénégalais par le conseil de guerre de la 17<sup>e</sup> D.I.C., octobre 1917.

.....janvier 1915-mars 1918

---

**7 N 2258.** Bureau central franco-américain, 1<sup>re</sup> section.

Notes, circulaires et correspondances relatives à la justice militaire : insoumis français servant dans l'armée américaine, déserteurs américains en France, compétence des tribunaux militaires français..... janvier 1918-septembre 1919

4. FONDS JOFFRE  
SOUS-SÉRIE 14 N

**14 N 1.** Documents divers.

Exécutions capitales : rapport du ministre de la guerre au président de la République, décret suspendant les recours en révision, note du ministre aux généraux commandant les armées sur l'exécution des condamnations à mort. .... août 1914

5. GRAND QUARTIER GÉNÉRAL  
SOUS-SÉRIE 16 N

**16 N 41 à 56.** 1<sup>er</sup> bureau, organisation : décisions de principe

Ces cartons regroupent l'ensemble des notes et circulaires adressées aux armées. Les pièces ayant trait à la justice militaire n'ont pas fait l'objet d'un classement thématique<sup>35</sup>.

**41.** Répertoires..... 1914-1919

**42-56.** Registres ..... 12 août 1914-18 octobre 1919

---

**16 N 298.** 1<sup>er</sup> bureau, organisation : mutineries de 1917 et incidents.

Incidents survenus en avril-mai 1917 : rapports relatifs aux incidents survenus dans les unités et les trains de permissionnaires (manifestations pacifistes, actes collectifs d'indiscipline, actes individuels), mesures prise ou à prendre, extraits du contrôle postal, avril-juin 1917 ; répertoire des unités dans lesquelles se sont produits les troubles, historique journalier des faits d'indiscipline dans les unités, mai-octobre 1917 et janvier 1918 ; correspondance officielle relative aux incidents de 1917 : circulaires du haut commandement, comptes rendus ; enquêtes et rapports du contrôle postal, juin 1917-décembre 1918 ; rapports et enquêtes du service de renseignements et du contrôle postal relatifs aux incidents de 1917 et au moral, juin 1917-avril 1918.

..... avril 1917-décembre 1918

**16 N 299.** 1<sup>er</sup> bureau, organisation, dont justice militaire.

35. Le lecteur est invité à se référer au premier carton, 16 N 41, qui contient un répertoire chronologique et un répertoire alphabétique des décisions de principe.

(Dossier 3) Notes et circulaires émanant du gouvernement et du haut commandement relatifs au sort des condamnés ou prévenus démobilisables ; circulaires et comptes rendus relatifs aux troubles de la Sarre.....avril-octobre 1919

---

**16 N 907.** Contrôle parlementaire<sup>36</sup> : télégrammes et messages téléphonés relatifs à diverses missions de parlementaires aux armées.

Notamment visites des députés Meunier, Lafont et Braibant, membres de la commission de législation, à plusieurs conseils de guerre .....octobre 1916-janvier 1917

**16 N 908.** *Idem* : comptes rendus de visites de parlementaires dans la zone des armées.

Quelques comptes rendus d'officiers relatifs aux visites aux conseils de guerre de membres de la commission de législation.

.....Septembre 1916-janvier 1917

**16 N 909.** *Idem* : organisation du contrôle.

Notamment autorisations accordées par le ministres à différents parlementaires, août 1916 ; renseignements demandés par Paul Meunier, septembre 1916. ....Août 1916-mai 1917

---

**16 N 1519.** 2<sup>e</sup> bureau, service spécial : actes collectifs d'indiscipline et incidents divers.

(Dossier 1) Mesures d'ordre et de discipline dans les gares, éloi-

36. Le contrôle parlementaire aux armées par des députés membres de commissions spécialisées a été mis en place à partir du mois d'août 1916, suite à l'adoption d'un projet de résolution en ce sens par la Chambre en juillet 1916 (cf. *Journal officiel*, 28 juillet 1916, p. 1731, et pour les détails d'organisation, 16 N 909).

gnement des indésirables, juin 1917 ; (d. 1<sup>bis</sup>) correspondance du G.Q.G. relative au rétablissement du contrôle de la correspondance dans les D.I., juin-juillet 1917 ; (d. 2) mesures d'exécution de l'épuration des unités : recensement des condamnés présents au corps, statistique des déserteurs, arrestations et incarcérations, indésirables (dix hommes par D.I. expédiés aux colonies), épuration du 217<sup>e</sup> R.I., révision des suspensions de peine, envois aux bataillons d'Afrique et dans les sections de discipline, affectations à la section de discipline de la 71<sup>e</sup> D.I., juin-juillet 1917 ; (d. 3 et 3<sup>bis</sup>) notes et rapports sur le moral, septembre-octobre 1917 ; (d. 4) dossier du 96<sup>e</sup> R.I. (acte collectif d'indiscipline d'avril 1916), avril-mai 1916 ; (d. 5) dossier relatif aux incidents de Châlons-sur-Marne, mai 1916 ; (d. 6) enquêtes et comptes rendus sur le moral et la situation des compagnies du génie du 17<sup>e</sup> C.A., octobre 1917-novembre 1918 ; (d. 7) dossier du 242<sup>e</sup> R.I., juillet 1917.....mai 1916-novembre 1918

---

**16 N 1520.** 2<sup>e</sup> bureau, service spécial : actes collectifs d'indiscipline et incidents divers.

(Dossier 1) conseils de guerre : rapports, comptes rendus et enquêtes, notamment d'après les comptes rendus de séances de conseils de guerre, au sujet d'actes collectifs d'indiscipline ; incidents du 96<sup>e</sup> R.I. ; mutins de la 77<sup>e</sup> D.I. transférés dans d'autres corps, mai 1916-octobre 1917 ; 71<sup>e</sup> D.I. : état des poursuites en cours au 17 juin 1917, comptes rendus d'audiences du conseil de guerre et demandes de suspension de peine, rôle des audiences du conseil de guerre ; condamnations à mort, affaires particulières à certains inculpés, militaires inculpés ayant bénéficié de non lieu ou refus d'informer ; réponses adressées par le conseil de guerre aux demandes du commandement, mai 1916-octobre 1917 ; (d. 2) 69<sup>e</sup> D.I. : rapports, comptes rendus, enquête sur l'attitude des officiers, mai-juin 1917 ; (d. 3) 70<sup>e</sup> D.I. : rapports sur des incidents divers, enquêtes sur les cadres, militaires jugés douteux, incidents



au 360<sup>e</sup> R.I., au 226<sup>e</sup> R.I.<sup>37</sup>, au 44<sup>e</sup> B.C.P. ; suspensions de peine prononcées par le général commandant la division suite aux incidents de 1917 ; enquêtes du contrôle postal sur le moral de la division ; sous- dossier relatif aux indésirables : enquêtes individuelles, états nominatifs, mutations, mai-juillet 1917 ; (d. 4) 71<sup>e</sup> D.I. : incidents dans les unités, 217<sup>e</sup>, 221<sup>e</sup>, 358<sup>e</sup> R.I. et artillerie divisionnaire, juin-juillet 1917 ; 10<sup>e</sup> D.I.C., incidents et état moral du 52<sup>e</sup> R.I.C., décembre 1917-février 1919.

..... mai 1916-février 1919

**16 N 1521-1523.** 2<sup>e</sup> bureau, service spécial : renseignements sur les actes collectifs d'indiscipline.

Correspondance, rapports, comptes rendus et enquêtes de toutes origines: actes collectifs d'indiscipline dans les unités, les trains de permissionnaires, et à l'intérieur, pour l'ensemble de l'armée ; mesures prises, et répression [classement par ordre chronologique, avec nomenclature]

**1521** .....1<sup>er</sup>-15 juin 1917

**1522** ..... 16 juin-10 juillet 1917

**1523** ..... 11 juillet 1917-4 janvier 1918

**16 N 1524.** 2<sup>e</sup> bureau, service spécial : moral.

Enquêtes statistiques sur le moral dans les unités, notamment pourcentage des actes d'indiscipline dans les armées.

..... octobre 1917-février 1918

**16 N 1525.** 2<sup>e</sup> bureau, service spécial : moral.

Répertoire des unités dans lesquelles se sont produits des troubles, historique journalier des actes d'indiscipline dans les unités, historique journalier des actes d'indiscipline dans les trains de permissionnaires, avril 1917-janvier 1918 ; listes de militaires à

37. Notamment une pétition pour la paix signée par plusieurs soldats.

surveiller (notamment condamnés sursitaires), mai-août 1918 ;  
révision générale des listes de militaires à surveiller, avril-juillet  
1918.

.....avril 1917-août 1918

**16 N 1526.** 2<sup>e</sup> bureau, service spécial : moral.

Actes d'indiscipline dans les régiments (1<sup>er</sup> à 60<sup>e</sup> pour l'infanterie  
et l'artillerie ; compagnies du génie et sections d'infirmiers) :  
fiches individuelles, notamment récapitulation des incidents et  
sanctions intervenues, militaires à surveiller, déserteurs, militaires  
condamnés à mort depuis janvier 1917. .... mai 1917-juillet 1918

**16 N 1527.** 2<sup>e</sup> bureau, service spécial : moral.

*Idem* (60<sup>e</sup> à 500<sup>e</sup> régiment pour l'infanterie et l'artillerie ; régi-  
ments de cavalerie). .... mai 1917-juillet 1918

**16 N 1528.** 2<sup>e</sup> bureau, service spécial : moral.

Notamment : condamnations à mort (septembre 1917-février  
1918) ; sanctions prises contre des officiers suite aux incidents de  
mai-juin 1917 ; renseignements demandés au 1<sup>er</sup> bureau sur cer-  
taines condamnations ; condamnations prononcées par les con-  
seils de guerre des divisions pour des actes collectifs  
d'indiscipline (avril-juillet 1917), avril 1917-février 1918 ; ren-  
seignements fournis par les divisions d'infanterie : récapitulation  
des actes collectifs d'indiscipline et des sanctions intervenues  
(1917), moral des troupes, avril 1917-novembre 1918.

.....avril 1917-novembre 1918

---

**16 N 2112.** Centre d'instruction d'état-major : cours de chancelle-  
rie, 1917.

Cours, documents et travaux des officiers-élèves, notamment no-  
tes et circulaires ayant servi à l'étude de la conférence sur la jus-  
tice militaire, et texte de ce cours. .... mai 1915-août 1917

---

**16 N 2126.** Artillerie d'assaut, bureau personnel et effectifs.  
(Dossier 1) Plaintes en conseil de guerre, ordres d'incarcération,  
déserteurs [avec tables analytiques].....janvier 1917-août 1919

**16 N 2137.** Artillerie d'assaut, bureau organisation et matériel :  
camp de Champlieu.  
(Dossier 12) Discipline et justice militaire : circulaires, notes de  
service, correspondances relatives à des affaires individuelles.  
..... décembre 1916-novembre 1918

---

**16 N 2775.** Direction des services automobiles, personnel et uni-  
tés.  
Rapports, plaintes en conseil de guerre, et jugements rendus par  
des conseils de guerre, relatifs à des vols de matériel, réclama-  
tions, désertions, incidents divers. .... juillet 1917-janvier 1919

### III. LES ARCHIVES DES UNITÉS SOUS-SÉRIES 17 N À 25 N

#### 1. MISSIONS MILITAIRES FRANÇAISES SOUS-SÉRIE 17 N

**17 N 196.** Mission près l'armée américaine, sûreté : organisation et fonctionnement.

(Dossier 10) Registre du conseil de guerre de la mission : mises en jugement direct, non lieux, refus d'informer.

..... septembre 1917-janvier 1919

**17 N 570.** Mission en Russie, personnel.

(Dossier 12) Conseil de guerre : dossier complet concernant une affaire éteinte, 21<sup>e</sup> bataillon de marche d'infanterie coloniale.

..... janvier-février 1919

2. GROUPES D'ARMÉES  
SOUS-SÉRIE 18 N

**Groupe d'armées Nord**

**18 N 5.** 1<sup>er</sup> bureau, personnel officier.

(Dossier 4) Dossier secret relatif à l'attitude du général Taufflieb au cours des incidents de mai-juin 1917 dans les divisions sous ses ordres, et en particulier à la 62<sup>e</sup> D.I. ; dossier secret relatif au général Niessel.....juillet 1917

**18 N 37.** 1<sup>er</sup> bureau, moral des troupes.

Incidents de mai-juin 1917, correspondance courante et confidentielle : rapports, notes, circulaires émanant des autorités supérieures, télégrammes et comptes rendus sur les actes d'indiscipline de toute sorte, l'attitude des officiers (quelques extraits du contrôle postal, et de proclamations circulant dans les unités concernées), les mesures judiciaires et disciplinaires prises ou à prendre, notamment activité (parfois débats) des conseils de guerre, états numériques des poursuites exercées

dossier 1 .....26 mai-17 juin 1917

d. 2 ..... 17 juin-12 juillet

d. 3 ..... 13 juillet-31 décembre 1917

**18 N 38.** 1<sup>er</sup> bureau, principes, dont justice militaire.

(Dossier 1) textes de lois, décrets, notes et circulaires émanant des autorités supérieures (ministère de la guerre et G.Q.G), relatifs au fonctionnement de la justice militaire : conseils de guerre, militaires condamnés, ateliers de travaux publics, établissements pénitentiaires, août 1914-avril 1919 ; correspondance courante : notes

et rapports relatifs à des affaires individuelles, octobre 1918-  
février 1919.....août 1914-avril 1919

---

**18 N 190.** Direction des étapes, 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.  
(Dossier 2) Dossiers de plainte en conseil de guerre (non lieux),  
rapports relatifs à des affaires individuelles, mai-juin 1917 ; (d. 3)  
circulaires, notes de service relatives au fonctionnement de la  
justice militaire et aux militaires condamnés, avril 1915-  
novembre 1918 ; (d. 4) indésirables : recensement et mesures  
d'éloignement de la zone des armées des militaires condamnés ou  
dont l'attitude est préjudiciable à la discipline ; propositions de  
retrait de suspension de peine ; recensement des déserteurs, juin-  
juillet 1917.  
.....avril 1915-novembre 1918

**18 N 197.** Direction des étapes, 2<sup>e</sup> bureau.  
(Dossier 2) Rapports, comptes rendus et circulaires relatifs au  
maintien de l'ordre, essentiellement incidents de mai-juin 1917.  
.....juin-juillet 1917 et mars 1918

**18 N 198.** Direction des étapes, 2<sup>e</sup> bureau, justice militaire.  
(Dossiers 1 à 4) Notes et circulaires, notamment relatives au fonc-  
tionnement de la justice militaire, militaires incarcérés, ateliers  
d'exclus et sections disciplinaires ; nominations au conseil de  
guerre de la direction des étapes ; rapports et comptes rendus rela-  
tifs à des incidents et affaires particulières, dont incidents de  
1917, et questions juridiques, août 1915-janvier 1919 ; (d. 5 à 7)  
demandes de suspension de peine, nominations au conseil de  
guerre, correspondance courante, janvier 1918-janvier 1919.  
.....août 1915-janvier 1919

**18 N 199.** Direction des étapes, 2<sup>e</sup> bureau, discipline et justice  
militaire.

(Dossiers 1 et 2) Sections de discipline, punitions : notes de service et circulaires, correspondance courante, janvier 1917-décembre 1918 ; (d. 3) comptes rendus de jugements des différents conseils de guerre de la direction des étapes, août 1917-décembre 1918..... janvier 1917-décembre 1918

**18 N 200.** Direction des étapes, 2<sup>e</sup> bureau.  
Cahiers d'enregistrement de la correspondance relative à la discipline et au conseil de guerre. ....juin 1917-janvier 1919

**18 N 201.** Direction des étapes, 2<sup>e</sup> bureau.  
Cahiers d'enregistrement de la correspondance, notamment « affaires confidentielles » (incidents de mai-juin 1917).  
..... mai 1917-décembre 1918

### **Groupe d'armées Centre**

**18 N 284.** Direction des étapes, 2<sup>e</sup> bureau, justice militaire.  
Notes et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire, août 1914-novembre 1917 ; conseil de guerre de la direction des étapes du G.A.C. : registres et comptes rendus des jugements prononcés, mai-novembre 1917.  
..... août 1914-novembre 1917

### **Groupe d'armées Est**

**18 N 298.** 1<sup>er</sup> bureau, dont discipline générale et justice militaire.  
Circulaires, notes et instructions, notamment actes collectifs d'indiscipline. .... février 1917-janvier 1919

---

**18 N 312.** 2<sup>e</sup> bureau, dont discipline.

Circulaires, notes, instructions et rapports, notamment relatifs à des actes collectifs d'indiscipline. ....mai-juin 1917

---

**18 N 386.** Direction des étapes-sud (1918) : 2<sup>e</sup> bureau, dont justice militaire.

(Dossier 10) Notes et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire ; nominations de juges, personnel de la justice militaire (avec tables analytiques).

..... août 1917-décembre 1918

**18 N 387.** Direction des étapes-sud (1918) : 2<sup>e</sup> bureau, dont conseil de guerre.

(Dossiers 1 et 2) Cahiers d'enregistrement des jugements rendus par le conseil de guerre. ....janvier-décembre 1918

### **Groupe d'armées de réserve de 1918**

**18 N 425.** 1<sup>er</sup> bureau, personnel, dont justice militaire.

(Dossiers 4 et 5) Notes et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement des conseils de guerre, aux mutilations volontaires, militaires condamnés, sections de discipline, réhabilitations de militaires condamnés, bataillons d'infanterie légère d'Afrique ; correspondances relatives à des affaires particulières.

.....décembre 1914-décembre 1918

**18 N 501.** Direction des étapes, 2<sup>e</sup> bureau, dont justice militaire.

(Dossier 1) Comptes rendus de jugements rendus par le conseil de guerre de la D.E., suspensions de peine, nominations au conseil de guerre. ....avril-novembre 1918



3. ARMÉES (FRONT OCCIDENTAL)  
SOUS-SÉRIE 19 N

**I<sup>re</sup> armée**

**19 N 40.** 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire : correspondance générale.  
(Dossiers 1 à 4) Notes et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire ; correspondances, télégrammes relatifs à des affaires individuelles ; avis d'exécution, de suspension de peine ; procès-verbaux de gendarmerie ; quelques comptes rendus d'activité des conseils de guerre, surtout à partir de 1915 ; un sous-dossier (d. 1) « mutilations volontaires », avec interrogatoires de blessés suspects, août 1914-novembre 1915 ; (d. 5) comptes rendus d'activité des conseils de guerre de l'armée, et des places de Toul et Belfort, novembre 1914-janvier 1915.  
..... août 1914-novembre 1915

**19 N 41.** 1<sup>er</sup> bureau , justice militaire : correspondance générale.  
Notes et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire, août 1914-novembre 1915 ; procès-verbaux de gendarmerie correspondances, télégrammes, relatifs à des affaires individuelles ; avis d'exécution, de suspension de peine, avis sur des recours en grâce ; quelques comptes rendus d'activité des conseils de guerre ; comptes rendus d'activité du conseil de révision de la 1<sup>re</sup> armée [lacunaires], novembre 1915-octobre 1916 ; circulaires, affaires individuelles, janvier-mai 1919.  
..... août 1914 – mai 1919

---

**19 N 185.** Commandement de l'artillerie, dont justice militaire.  
 Circulaires et notes de service relatives à la discipline et à la justice militaire :  
 dossiers 1 et 2 ..... novembre 1915-décembre 1916  
 d. 3 .....avril 1918-mai 1919

---

**19 N 238.** D. E. S., dont justice militaire.  
 Discipline : quelques correspondances et notes de services relatives aux militaires condamnés par les conseils de guerre, notamment à des peines de travaux publics.  
 ..... février 1915-janvier 1916

**19 N 239.** D. E. S., correspondance générale expédiée et reçue, dont justice militaire.  
 Notamment : comptes rendus des jugements rendus par le conseil de guerre du Q.G. de l'armée, affaires individuelles (ordres d'incarcération, de levée d'écrou, ouverture de poursuites en conseil de guerre), personnel des conseils de guerre.  
 ..... février 1915-janvier 1916

## II<sup>e</sup> armée

**19 N 297.** 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.  
 États du personnel des parquets et greffes des conseils de guerre, novembre 1914-avril 1916 ; circulaires, notes de service relatives au fonctionnement de la justice militaire, juin 1917-janvier 1919 ; sections de discipline : commandement de la section de discipline d'armée (S.D.A.) des II<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> armées, organisation et fonctionnement, personnel d'encadrement, juin 1917-janvier 1919 ; ateliers de travaux publics : organisation et fonctionnement, encadrement, correspondance. ....novembre 1914-janvier 1919

**19 N 298.** 1<sup>er</sup> bureau, discipline et justice militaire : documents de principe.

Décrets, circulaires et notes de service relatifs à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire, avec répertoire alphabétique et thématique..... août 1914-janvier 1919

**19 N 299.** 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire : correspondance générale expédiée et reçue.

(Dossier 1) Circulaires et décrets, modèles, septembre 1914 ; (d.2) correspondance, notamment : circulaires et décrets relatifs à organisation et au fonctionnement de la justice militaire ; personnel et organisation des conseils de guerre, comptes rendus de jugements rendus par les conseils de guerre de l'armée (essentiellement du Q.G. et de la D.E.S.), statistiques, affaires individuelles, condamnations, exécutions, suspensions et commutations de peine, mesures gracieuses ; tables analytiques jointes, août 1914-juin 1916. .... août 1914-juin 1916

**19 N 300-304.** 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire : correspondance générale expédiée et reçue.

Circulaires et décrets relatifs à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire, personnel et organisation des conseils de guerre, comptes rendus de jugements rendus par les conseils de guerre de l'armée (essentiellement du Q.G. et de la D.E.S.), statistiques, affaires individuelles, condamnations, exécutions, suspensions et commutations de peine, mesures gracieuses ; tables analytiques jointes.

**300** ..... juillet 1916-avril 1917

**301** *Idem* ..... avril-décembre 1917

**302** *Idem* ..... décembre 1917-mai 1918

**303** *Idem* ..... mai-septembre 1918

**304** *Idem* ..... septembre 1918-janvier 1919

**19 N 305.** 1<sup>er</sup> bureau : incidents relatifs à la discipline, état moral

en 1917.

(Dossier 5) Incidents relatifs à la discipline : notes, rapports et comptes rendus relatifs à l'état moral et à la discipline dans les unités, et à des actes collectifs d'indiscipline, notamment aux 129<sup>e</sup>, 298<sup>e</sup>, 47<sup>e</sup>, 143<sup>e</sup>, et 20<sup>e</sup> R.I., juin-août 1917 ; (d. 6) incidents du 129<sup>e</sup> R.I. : comptes rendus, rapports d'enquête, correspondances, états nominatifs de suspects, poursuites exercées devant le conseil de guerre, pièces relatives aux condamnations à mort (notamment minute de la décision du conseil de révision, et comptes rendus d'exécution), mesures disciplinaires, mai-juin 1917.

..... mai-août 1917

---

**19 N 433.** 3<sup>e</sup> bureau – opérations, mars 1917-janvier 1918.

(Dossier 5) Dossier spécial de discipline : notes relatives au 129<sup>e</sup> R.I. .... juin 1917

### III<sup>e</sup> armée

**19 N 528.** 1<sup>er</sup> bureau, discipline générale : correspondance générale.

(Dossiers 1-5) Correspondance générale, 1914 et juin 1917-mars 1919 ; (d. 6) rapports hebdomadaires de la prévôté, novembre 1915-décembre 1916, et juin-septembre 1917 ; (d. 7) situation morale de l'armée : bulletins confidentiels du G.Q.G., rapports sur les incidents de juin 1917 à la III<sup>e</sup> armée, juin-octobre 1917.

..... août 1914-mars 1919

**19 N 529.** 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire : correspondance générale expédiée.

(Dossier 1) Notes et circulaires relatifs à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire, avec répertoire alphabétique, septembre 1914-août 1917 ; correspondance, notamment notes et

circulaires, personnel et organisation des conseils de guerre, rapports et avis concernant des affaires individuelles, comptes rendus de condamnations, d'exécutions, août 1914-juin 1915.

..... août 1914-août 1917

**19 N 530-531.** 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire : correspondance générale expédiée.

Notes et circulaires, personnel et organisation des conseils de guerre, rapports, avis et suites données à des affaires individuelles, quelques ordres de parade, statistiques, avec répertoire alphabétique.

**530** .....juin 1915-novembre 1917

**531** .....novembre 1917-avril 1919

**19 N 532.** 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire.

(Dossier 1) Rapports et comptes rendus relatifs à des affaires individuelles, notamment exécutions de condamnés à mort ; (d. 2) ordres de suspension de peines et de révocation de suspension de peines, 1915-1919 ; (d. 3) comptes rendus de jugements des conseils de guerre de l'armée, 1914-1919 ; (d. 4) correspondance reçue : notes et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire ; personnel des conseils de guerre de l'armée ; mutilations volontaires (notamment statistiques et rapports généraux ou relatifs à des affaires individuelles), pillage et abandons de matériel, 1914..... 1914-1919

**19 N 533-534.** 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire.

Plaintes en conseil de guerre, refus d'informer

**533** ..... août 1914-mai 1917

**534** ..... mai 1917-février 1919

**19 N 551.** 2<sup>e</sup> bureau, état moral de l'armée, 1915-1919.

(Dossier 3-e) Dossier spécial de rapports sur les actes collectifs

d'indiscipline, notamment aux 36<sup>e</sup>, 129<sup>e</sup> R.I. et 60<sup>e</sup> B.C.P., et notes à ce sujet.....mai-juin 1917

#### IV<sup>e</sup> armée

**19 N 649.** 1<sup>er</sup> bureau, discipline et justice militaire.

Discipline générale : état moral de l'armée, incidents divers, septembre 1914-juin 1918 ; enregistrement des affaires jugées par le conseil de guerre du Q.G. de l'armée, août 1914-mars 1919 ; enregistrement de la correspondance, juin 1916-août 1919.

.....septembre 1914-août 1919

**19 N 650.** 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire : lettres et instructions du ministre et du G.Q.G.

Circulaires, décisions, décrets, lettres du ministre ; instructions du général commandant en chef ; quelques correspondances relatives à des affaires individuelles.....janvier 1914-août 1919

**19 N 651.** 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire : décisions et lettres du général commandant l'armée.

Circulaires, notes de service, ordres généraux, relatifs à l'organisation et au fonctionnement des conseils de guerre, et à des affaires individuelles (notamment jugements rendus, ordres et comptes rendus d'exécutions, suspensions de peine et mesures gracieuses). .....août 1914-décembre 1917<sup>38</sup>

**19 N 652.** 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire : notes et instructions, 1914-1918.

(Dossiers 1 et 2) Notes diverses du G.Q.G. et du général commandant l'armée : correspondances relatives au fonctionnement

38. Pour 1918, voir 16 N 652, dossiers 4 et 5.

de la justice militaire, dossiers individuels, actes collectifs de 1917, octobre 1915-septembre 1917 ; (d. 3) actes collectifs de 1917, dossiers des 16<sup>e</sup>, 41<sup>e</sup>, 71<sup>e</sup> et 72<sup>e</sup> D.I. : rapports, comptes rendus, conseils de guerre, correspondances relatives aux condamnés, notamment fiches individuelles, ordres et parades d'exécution, mesures gracieuses, états récapitulatifs des poursuites engagées, mai-juillet 1917 ; (d. 4 et 5) décisions et lettres du général commandant l'armée, janvier-décembre 1918 ; statistiques : militaires condamnés, conseils de guerre spéciaux, déserteurs, juin-juillet 1917..... octobre 1915-décembre 1918

**19 N 653.** 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire : conseils de guerre.

(Dossier 1) Personnel des conseils de guerre ; état récapitulatif des refus d'informer ; quelques notes individuelles relatives à des mesures gracieuses, décembre 1914-septembre 1919 ; (d. 2 à 11) états mensuels des jugements rendus par les conseils de guerre de l'armée, décembre 1914-septembre 1919 ; (d. 12) dissolution des conseils de guerre, mars-avril 1919.

.....décembre 1914-septembre 1919

### V<sup>e</sup> armée

**19 N 840.** 1<sup>er</sup> bureau, discipline générale et justice militaire.

(Dossier 1) comptes rendus de jugements des conseils de guerre de l'armée, comptes rendus de jugements rendus par les conseils de guerre de l'armée et des unités subordonnées : suspensions d'exécution de jugements, septembre-décembre 1914 ; affaires importantes : rapports et correspondances relatifs à des affaires, notamment révolte des légionnaires russes du 2<sup>e</sup> R.E. en juin 1915, et trois comptes rendus d'exécution de condamnés à mort, septembre 1914-août 1917 ; (d. 2) discipline générale, principes : circulaires, décrets, notes de service, télégrammes et correspondances émanant du général commandant l'armée et des autorités

supérieures relatives à la discipline et à la justice militaire, notamment répression des défaillances, actes collectifs d'indiscipline, sections de discipline, août 1914-octobre 1918 ; discipline générale, pièces diverses : rapports, correspondances et comptes rendus relatifs à des actes collectifs d'indiscipline et à leurs suites disciplinaires et judiciaires, notamment aux 23<sup>e</sup> et 133<sup>e</sup> R.I. (Ville-en-Tardenois), 128<sup>e</sup> R.I., 53<sup>e</sup> B.C.P., 42<sup>e</sup> et 44<sup>e</sup> R.I. (*idem*), 217<sup>e</sup> et 221<sup>e</sup> R.I., juin-juillet 1917 ; (d. 3) correspondances relatives à des affaires individuelles et à l'organisation de la justice militaire, septembre 1918-janvier 1919 ; personnel de la justice militaire : états nominatifs, mutations, août 1914-janvier 1919 ; cahier d'enregistrement des punitions infligées à des officiers, novembre 1914-janvier 1917. .... août 1914-janvier 1919

### **VI<sup>e</sup> armée**

**19 N 991.** 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire.

Notes et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire ; publications de noms de condamnés à mort ; rapports, notes de service ; comptes rendus d'activité des conseils de guerre de l'armée (Q.G. de l'armée, D.E.S., Q.G. des C.A., divisions, conseils de guerre spéciaux) et du conseil de révision : jugements, suspensions de peine [la série la plus complète est celle du Q.G. de l'armée] ; quelques documents relatifs aux incarcérations de militaires ; liste nominative des condamnations à mort prononcées depuis le début de la campagne par les conseils de guerre des unités relevant de la VI<sup>e</sup> armée (9 avril 1915) ; série de télégrammes chiffrés informant des jugements de divers conseils de guerre (juin 1917). .... août 1914-décembre 1918

---

**19 N 1037.** 2<sup>e</sup> bureau, dont rapports sur les mutineries de 1917.

Dossier relatif aux incidents collectifs du 321<sup>e</sup> R.I. : rapports et



comptes rendus sur les événements, listes de soldats en prévention de conseil de guerre, et environ 80 dossiers individuels de plainte en conseil de guerre .....mai-juin 1917

---

**19 N 1055.** Correspondance expédiée relative aux opérations, mai 1917-septembre 1918.

(Dossier 1) Rapports relatifs aux actes collectifs d'indiscipline dans les : 38<sup>e</sup> et 170<sup>e</sup> D.I. ; (d. 2) actes collectifs d'indiscipline au 121<sup>e</sup> B.C.P. ....mai-juin 1917

**19 N 1093.** Opérations, mars-novembre 1917.

(Dossier 8) Actes collectifs d'indiscipline : rapports relatifs aux 36<sup>e</sup> et 129<sup>e</sup> R.I., 13<sup>e</sup> et 158<sup>e</sup> D.I. .... juin-juillet 1917

---

**19 N 1139.** D. E. S., 2<sup>e</sup> bureau : documents de principe, dont conseils de guerre.

Notes et circulaires du ministre de la guerre, du G.Q.G. et du général commandant l'armée, relatifs au fonctionnement des conseils de guerre et aux déserteurs. .... septembre 1914-janvier 1917

## VII<sup>e</sup> armée

**19 N 1158.** 1<sup>er</sup> bureau : discipline générale et justice militaire.

Enregistrement analytique de la correspondance.

..... décembre 1917-mai 1918

**19 N 1159.** 1<sup>er</sup> bureau : discipline générale et justice militaire.

(Dossier 1) Ordres particuliers, notamment relatifs au fonctionnement du conseil de guerre du quartier général d'armée ; ordonnances de dessaisissement, de suspension de peine, février 1915-mars 1918 ; (d. 2 à 4) enregistrement analytique de la correspon-

dance, mai-septembre 1918 ; (d. 5) correspondances diverses, notamment section de discipline, rapports et comptes rendus relatifs à des affaires particulières, mesures gracieuses, octobre 1917-octobre 1918. .... février 1915-mars 1918

---

**19 N 1357.** Direction des étapes et services, dont justice militaire. (Dossiers 5 et 6) Affaires jugées : comptes rendus de séances du conseil de guerre de la D.E.S. de l'armée<sup>39</sup>, ordres de suspension de peine, mutations disciplinaires et punitions, notes de service et quelques dossiers relatifs à des affaires individuelles, septembre 1914-mars 1916 ; (d. 7) prévôté : procès-verbaux, rapports, comptes rendus individuels de jugements rendus par le conseil de guerre de l'armée (novembre 1915-octobre 1916), rapports relatifs à des affaires individuelles ; liste des conseils de guerre spéciaux ayant fonctionné dans les unités subordonnées (exécution d'une circulaire de mai 1917) ..... septembre 1914-mai 1917

### **VIII<sup>e</sup> armée (de 1914-1915)**

**19 N 1363.** 1<sup>er</sup> bureau, correspondance diverse. Moral et justice militaire : notes de service, suspensions de peine, un compte rendu de jugements prononcés par le conseil de guerre du groupe des divisions territoriales ; plusieurs correspondances relatives à des affaires individuelles ; un dossier d'instruction complet (non-lieu). .... janvier-février 1915

39. Cette D.E.S. est successivement rattachée à la 1<sup>e</sup> armée (1914), à l'armée des Vosges (c. 1915), et à la VII<sup>e</sup> armée.

### VIII<sup>e</sup> armée (de 1917-1919)

**19 N 1400.** 1<sup>er</sup> bureau, discipline et justice militaire.

(Dossier 1) Rapports relatifs à la discipline en 1917 et 1918 ; notes de service relatives à la discipline ; rapports sur la notion de circonstance atténuante (septembre 1915) ; quelques notes de service et circulaires relatives au fonctionnement des conseils de guerre ; documents relatifs au personnel des conseils de guerre ; comptes rendus de séances du conseil de guerre de la 125<sup>e</sup> D.I. (juillet-septembre 1918) ; correspondances relatives à des affaires individuelles, janvier 1915-décembre 1918 ; (d. 2) sections spéciales, sections de discipline, ateliers de condamnés : circulaires et notes de service, rapports et comptes rendus, notamment relatifs à des incidents, septembre 1915-juin 1917 ; (d. 3) justice militaire, principes : notes de service, circulaires et instructions relatives au fonctionnement des conseils de guerre et aux militaires condamnés, février 1916-août 1919 ; (d. 4) conseils de guerre : comptes rendus de séances du conseil de guerre du Q.G. de l'armée et notes de service réglant l'application des peines, mai 1916-août 1919 ; (d. 5) conseils de révision : comptes rendus de séances du conseil de révision de l'armée, correspondances relatives à des affaires individuelles jugées par les conseils de guerre des unités subordonnées, mai 1917-septembre 1919.

..... janvier 1915-septembre 1919

### IX<sup>e</sup> armée (de 1918)

**19 N 1542.** 1<sup>er</sup> bureau, organisation.

(Dossier 6) Correspondances et notes de service relatives à l'organisation de la justice militaire dans la zone du détachement d'armées nord-IX<sup>e</sup> armée. .... janvier -juillet 1918

**X<sup>e</sup> armée**

**19 N 1558.** 1<sup>er</sup> bureau, dont discipline et justice militaire.  
 Sous-dossier « 18<sup>e</sup> D.I., mutineries » : affaires du 66<sup>e</sup> R.I. et affaires annexes, rapports, notes de service ; sous-dossier « 164<sup>e</sup> D.I., affaires de 1917 » : rapports sur des désertions collectives au 152<sup>e</sup> R.I. ; conduite à tenir par les cadres (5 juin 1917), mars 1915-juillet 1917 ; rapports sur des actes d'indisciplines, et des mesures à prendre pour les combattre [la majeure partie des documents date de 1919], février 1917-avril 1919 ; rapport sur des faits d'indiscipline au 1<sup>er</sup> bataillon d'infanterie légère d'Afrique ; notes relative à des désertions au 2<sup>e</sup> R.I.C. (15<sup>e</sup> D.I.C.), 1915-1916. ....mars 1915-avril 1919

---

**19 N 1721.** État-major : justice militaire, prévôté.  
 (Dossier 1) Ordres et notes concernant la constitution et la composition des conseils de guerre de Q.G. des IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> armées, septembre 1914-octobre 1915 ; (d. 2) suspensions de jugement, mesures gracieuses, correspondances relatives au fonctionnement des conseils de guerre, rapports concernant des affaires particulières, comptes rendus de jugements prononcés par le conseil de guerre de l'armée, quelques pièces relatives à des déserteurs, septembre 1914-décembre 1916 ; (d. 3) condamnations : condamnés libérables, bulletins indicatifs de changements de corps de militaires condamnés, minutes et comptes rendus de jugements prononcés par le conseil de guerre de l'armée, mai 1915-janvier 1917 ; (d. 4) mutilés volontaires : rapports et fiches individuelles, octobre 1914-septembre 1915 ; (d. 5-8) prévôté : registres de correspondance, registres d'écrou, ordres, mai 1915-mars 1916.  
 ..... septembre 1914-janvier 1917

**Commandement des troupes françaises en Italie**

**19 N 1751.** Brigade mixte, 2<sup>e</sup> bureau, dont justice militaire.  
Notes et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire ; rapports et comptes rendus relatifs à des affaires individuelles, plaintes en conseil de guerre.  
..... janvier-juillet 1919

4. GRANDES UNITÉS FRANÇAISES D'ORIENT  
COMMANDEMENT DES ARMÉES ALLIÉES EN ORIENT  
SOUS-SÉRIE 20 N

**Corps expéditionnaire d'Orient**  
**Corps expéditionnaire des Dardanelles**

**20 N 17.** 1<sup>er</sup> bureau, discipline générale et justice militaire.  
(Dossier 1) Instructions, circulaires et notes de service relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire ; incidents et punition, composition des conseils de guerre, plaintes en conseil de guerre, refus d'informer, ordonnances de non-lieu, enquêtes, notamment pour fait de désertion, mutilation volontaire, espionnage, vol et homicide ; conseils de guerre spéciaux (textes réglementaires et circulaires relatives à leur organisation, affaires individuelles), jugements prononcés par les conseils de guerre du corps expéditionnaire, suspensions de peine, exécutions, avril 1915-février 1916 ; (d. 2) correspondance expédiée, notamment recours en grâce, juillet 1915-février 1916.  
..... avril 1915-février 1916

---

**20 N 40.** Commandement de la base, 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.  
(Dossier 3) Conseil de guerre spécial (textes réglementaires et circulaires, affaires individuelles) ; plaintes en conseil de guerre, suspensions de peine, ordres d'écrasement, parades d'exécution, comptes rendus divers ; refus d'informer ; affaires classées sans suite.mai 1915-février 1916

### **Armée d'Orient**

**20 N 75.** 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.  
(Dossier 4) Notes, circulaires et correspondances relatives au fonctionnement de la justice militaire, octobre 1915-juin 1916 ; (d. 5 à 7) notes de service, comptes rendus de jugements prononcés par les conseils de guerre de l'armée, comptes rendus d'exécutions, correspondances relatives à des affaires individuelles, notamment recours en grâce ; cahier d'enregistrement de la correspondance, octobre 1915-juillet 1916.  
.....octobre 1915-juillet 1916

### **Armée française d'Orient**

**20 N 483.** 1<sup>er</sup> bureau : prévôté, justice militaire, moral.  
(Dossier 1) Prévôté, juillet 1917-août 1919 ; (d. 2) moral et justice militaire : dossier des actes collectifs d'indiscipline au 242<sup>e</sup> R.I. ; personnel, notamment plaintes en conseil de guerre ; discipline générale.....juillet 1917-septembre 1919

---

**20 N 489.** Bureau du personnel, dont justice militaire.  
(Dossier 2) Création de conseils de guerre, compétences ; notes et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire aux armées [classement méthodique], septembre 1914-mai 1919 ; (d. 3) discipline générale et justice militaire : rapports, comptes rendus de jugements, ordres de parade, affaires individuelles, mars 1918-août 1919 ; (d. 4) *idem* : affaires concernant des travailleurs et soldats russes, mars-juin 1918.  
.....septembre 1914-août 1919

**20 N 648.** Génie, dont justice militaire.

(Dossier 7) Circulaires émanant des autorités supérieures, réunions de conseils de guerre, plaintes en conseil de guerre, ouverture d'informations. ....septembre 1917-août 1919

**20 N 683.** Prévôté, dont conseil de guerre.

(dossier 3) Comptes rendus de jugements rendus par le conseil de guerre de l'armée (A.F.O., puis armée de Hongrie), quelques notes de service.....octobre 1918-août 1919

**Armée du Danube****20 N 699.** 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire.

Comptes rendus des séances des conseils de guerre, mai-décembre 1919 ; notes de service, correspondances relatives à des affaires individuelles (rapports, plaintes, ouverture d'informations, suspensions de peine) ; dissolution du conseil de guerre de la 156<sup>e</sup> D.I. : notes de service, affaires en instance ; état des militaires incarcérés ou en prévention de conseil de guerre, mai 1918-janvier 1920.....mai 1918-janvier 1920

---

**20 N 728.** 2<sup>e</sup> bureau, dont justice militaire.

(Dossier 8) Rapports sur les désertions et correspondances relatives à des affaires individuelles. .... décembre 1918-janvier 1919

---

**20 N 746.** Prévôté.

(Dossier 6) Signalement de déserteurs, 1918-1919 ; (d. 7) extraits de jugements rendus par le tribunal prévôtal de Sofia, octobre-novembre 1919. ....janvier 1918-novembre 1919



### **1<sup>er</sup> Groupe de divisions d'infanterie**

**20 N 751.** 1<sup>er</sup> bureau, dont discipline générale et justice militaire.  
(Dossier 2) Circulaires et notes de service relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire ; correspondances relatives à des affaires particulières, plaintes en conseil de guerre, ouverture d'informations, ordres de parade ; circulaires, rapports et comptes rendus relatifs aux actes collectifs d'indiscipline. ....octobre 1917-avril 1919

---

**20 N 764.** 2<sup>e</sup> bureau, Odessa.  
(Dossiers 11 et 12) Quelques rapports de la prévôté ; documents relatifs à la création des cours martiales russes.  
.....décembre 1918-avril 1919

### **2<sup>e</sup> Groupe de divisions d'infanterie**

**20 N 790.** 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.  
(Dossier 5) Ordres, notes et circulaires émanant du haut-commandement et des autorités supérieures relatifs à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire ; notes de service et rapports relatifs à des affaires individuelles, ordres de parade, organisation des conseils de guerre.  
.....mai 1917-avril 1919

### **3<sup>e</sup> Groupe de divisions d'infanterie**

**20 N 818.** 1<sup>er</sup> bureau, dont discipline et justice militaire.  
(Dossier 1) Notes et circulaires, notes de service, statistiques,

notamment relatifs aux suspensions de peine et réhabilitations, sections de discipline et ateliers d'exclus, déserteurs et insoumis, décembre 1917-février 1919 ; rapports et notes de service relatifs à des incidents et à des affaires individuelles ; plaintes en conseil de guerre, militaires condamnés, suspensions de peine, janvier 1918-février 1919. ....décembre 1917-février 1919

### **Territoire et place de Koritza**

**20 N 848.** Justice militaire.

(Dossiers 1 à 3) Constitution et réunions du conseil de guerre ; correspondances relatives à des affaires individuelles, plaintes en conseils de guerre, statistiques, militaires condamnés, suspensions de peine ; extraits de jugements rendus par le conseil de guerre de Malik (mai 1917-mai 1918) ; circulaires ministérielles classées par thème (1914-1919) ; militaires incarcérés ; statistiques relatives aux affaires jugées ; dégâts imputables aux troupes françaises, mai 1917-juin 1919 ; (d. 4) conseil d'enquête de Koritza<sup>40</sup> : création, registres, répertoires, minutes et dossiers de jugement, mai-septembre 1917 ; (d. 5) jugements rendus par le tribunal prévôtal de Koritza, juin 1918-juillet 1919.....août 1914-juillet 1919

### **Base et camp de Salonique**

**20 N 914.** Force publique de Salonique : prison prévôtale de Zeïtlenlick.

Extraits de jugements des conseils de guerre de la 156<sup>e</sup> D.I., du

40. Cour de justice militaire franco-albanaise, dont la juridiction se limitait à cette enclave albanaise autonome.

Q.G. de l'armée, et des base et camp de Salonique.  
.....juillet 1916-août 1920

### **Commandement des troupes alliées de Scutari d'Albanie**

**20 N 939.** 2<sup>e</sup> bureau, dont justice militaire.  
(Dossier 1) Notes et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire ; documents relatifs aux création et dissolution du conseil de guerre de Scutari.  
..... novembre 1919-mars 1920

### **Commandement des troupes franco-serbes à Fiume**

**20 N 947.** Personnel, dont discipline et justice militaire.  
(Dossier 3) Rapports et comptes rendus relatifs à des affaires jugées par le conseil de guerre de la 11<sup>e</sup> D.I.C.  
..... novembre 1918-janvier 1919

### **Place de Fiume**

**20 N 957.** Commandant d'armes, dont discipline et justice militaire.  
(Dossier 6) Dossiers de plainte en conseil de guerre. .... août 1919

### **Commandement de territoires d'étape**

**20 N 961.** Territoire d'Ekhaterini, administration et justice.  
Tribunal prévôtal de Litohoron : comptes rendus des séances, documents annexes. .... décembre 1916-juin 1917

### **Commandement de la Thrace occidentale**

**20 N 1001.** 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire.

Notes et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire ; comptes rendus de jugements, ordres de parade, correspondances relatives à des affaires individuelles ; dossiers de jugement du conseil de guerre de la 76<sup>e</sup> D.I. siégeant comme chambre criminelle et correctionnelle.

..... décembre 1919-mai 1920

**20 N 1002.** 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire.

Dossiers de refus d'informer (conseils de guerre des 76<sup>e</sup> et 156<sup>e</sup> D.I.) ; dossiers de jugement du conseil de guerre de la 76<sup>e</sup> D.I. siégeant comme chambre criminelle et correctionnelle (avril 1920).

..... décembre 1919-juin 1920

### **Commandement des troupes françaises en Bulgarie**

**20 N 1038.** 1<sup>er</sup> bureau, discipline et prévôté.

(Dossier 4) Extraits de jugements rendus par le tribunal prévôtal, avril-juin 1919 ; (d. 5-6) déserteurs, octobre 1918-janvier 1919.

.....octobre 1918-juin 1919

**20 N 1039.** 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire.

(Dossier 1) Principes : circulaires ministérielles, août 1914-juillet 1919 ; ordres généraux et notes de service relatifs au fonctionnement de la justice militaire aux armées et en Alsace occupée [archives de la 57<sup>e</sup> D.I. passées au conseil de guerre de Sofia], août 1914-septembre 1915 ; comptes rendus de séances du conseil de guerre, correspondances relatives à des cas individuels, militaires condamnés et incarcérés, février-mars 1919 ; (d. 2) extraits de

jugement rendus par les conseils de guerre (156<sup>e</sup> D.I., et commandement des troupes françaises en Bulgarie) ; compétence des tribunaux militaires alliés en Bulgarie, janvier-octobre 1919 ; (d. 3) prévôté, militaires incarcérés, correspondances relatives à des cas individuels, janvier-août 1920. .... août 1914-août 1920

### **Corps d'occupation de Constantinople**

**20 N 1072.** 1<sup>er</sup> bureau, correspondance reçue, dont celle de la 10<sup>e</sup> direction.

(dossier 6) notes et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire ; personnel de la justice militaire, correspondances relatives à des cas particuliers.

..... décembre 1920-septembre 1923

---

**20 N 1214.** Commandement de l'infanterie, dont justice militaire. (dossier 40) Notes et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire. .... février-juillet 1922

**20 N 1219.** Prévôté (grand prévôt) : prisons.

(Dossier 2) Transfèrements, ordres, consignes, comptes rendus, états nominatifs des détenus, affaires individuelles ; notes et circulaires relatives à l'organisation des prisons militaires ; un sous-dossier justice militaire : correspondances relatives à des militaires condamnés, ordres de parade, ordres d'écrou.

..... février 1919-juillet 1923

**20 N 1233.** Place de Constantinople, major de la garnison.

(Dossier 5) Transfert des militaires condamnés, octobre 1921-septembre 1923 ; (d. 6) comptes rendus des séances du conseil de guerre du corps d'occupation de Constantinople, janvier-septembre 1923..... octobre 1921-septembre 1923

6. CORPS D'ARMÉE  
SOUS-SÉRIE 22 N

**22 N 4.** 1<sup>er</sup> C.A., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

Rapports sur des pillages à Verdun, mars 1916 ; notes de service, notes aux armées et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire ; rapports relatifs à des affaires individuelles, août 1914-novembre 1916 ; sections de discipline : constitution, emploi, août 1916-septembre 1917.

.....août 1914-septembre 1917

**22 N 39.** 2<sup>e</sup> C.A. : 1<sup>er</sup> bureau, dont discipline et justice militaire.

Moral des troupes : note sur une défaillance au sein du 73<sup>e</sup> R.I. (janvier 1915) ; état des désertions du C.A. du 1<sup>er</sup> au 15 décembre 1916 ; état des désertions de la 4<sup>e</sup> D.I. du 13 au 28 décembre 1916, janvier 1915-décembre 1916 ; discipline : notes de service et ordres généraux relatifs à des incidents, rapports et comptes rendus relatifs à des affaires individuelles, septembre 1914-août 1916 ; justice militaire : rapports, notes de service et ordres généraux relatifs à des incidents, notamment mutilations volontaires, pillages, défaillances, révoltes, actes collectifs d'indiscipline de 1917 ; rapports des généraux commandant les 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 121<sup>e</sup> D.I et la 15<sup>e</sup> D.I.C. sur l'activité des conseils de guerre et le fonctionnement de la justice militaire, 7 septembre 1916.

.....août 1914-juin 1917

**22 N 214.** 5<sup>e</sup> C.A., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

Condamnations prononcées : comptes rendus de jugements des conseils de guerre et conseils de guerre spéciaux des unités subordonnées ; publications de jugements et d'exécutions à l'ordre du C.A. [très lacunaire pour 1914-1916] ; deux fiches individuelles concernant des condamnés à mort dont les jugements ont été

cassés (juin 1917), novembre 1914-février 1919 ; dossiers relatifs à trois affaires individuelles, mai 1916-novembre 1918.

..... novembre 1914-février 1919

**22 N 282.** 6<sup>e</sup> C.A., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

Organisation, discipline et moral : notes de service, notes aux armées et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire [lacunaire]. .....mars 1915-juillet 1917

**22 N 382.** 7<sup>e</sup> C.A., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

Liste des militaires de la VI<sup>e</sup> armée condamnés à mort et exécutés depuis le début de la guerre, avril 1915 ; ordres de composition de séances de conseil de guerre du C.A., mars 1915-octobre 1916 ; notes de service et rapports relatifs à des affaires individuelles, plaintes en conseil de guerre ; comptes rendus de séances des conseils de guerre des unités subordonnées, septembre 1914-octobre 1917 [lacunaire de 1915 à mai 1917].

..... septembre 1914-octobre 1917

**22 N 476.** 8<sup>e</sup> C.A. , 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

Comptes rendus de jugements, grâces et exécutions de condamnés à mort ; parades d'exécutions [documents non nominatifs] ; un sous-dossier relatif à la condamnation à mort de 23 soldats du 56<sup>e</sup> R.I. en mai 1915 [lacunaire]. ..... août 1914-mai 1915

**22 N 554.** 9<sup>e</sup> C.A., 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire.

Cahiers d'enregistrement des sorties, septembre 1914-mars 1918 ; comptes rendus de jugements des conseils de guerre et conseils de guerre spéciaux des unités subordonnées, certains accompagnés d'un résumé des faits reprochés ; comptes rendus d'exécutions de condamnés à mort ; notes et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire ; notes, rapports, télégrammes et correspondances relatifs à des cas particuliers, publication de jugements, suspensions de peine, recours en grâce, sep-

tembre 1914-juin 1917 ; mutilation volontaire par absorption d'acide picrique (juin 1915), pièces isolées : comptes rendus de jugements, cahier d'enregistrement des plaintes et quelques minutes de jugement, septembre 1914-septembre 1915 ; comptes rendus d'exécutions ; suspensions de peine, correspondances sur des affaires individuelles, des mesures envisagées, les suites à donner à des jugements, publications de noms de condamnés à l'ordre du C.A., septembre 1914-juin 1917.

.....septembre 1914 -mars 1918

**22 N 984.** 14<sup>e</sup> C.A., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

Dossier « entrées » : notes de services et ordres généraux, relatifs au moral des troupes, aux actes de pillage et d'indiscipline, octobre 1914-mai 1916 ; dossier « sorties » : notes de service et instructions concernant la composition des conseils de guerre, les actes d'espionnage, pillage et indiscipline, août 1914-août 1917.

..... août 1914-août 1917

**22 N 1054.** 15<sup>e</sup> C.A. , 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

Rapports et notes de service concernant les actes d'indiscipline, le pillage, le fonctionnement de la justice militaire.

.....août 1914-juillet 1917

**22 N 1429.** 21<sup>e</sup> C.A., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

(dossier 6) Conseil de guerre du Q.G. du C.A. : ordres d'informer, ordres de transfèrement, ordre d'écrou ou de levée d'écrou, ordres de parade, suspensions de peine, ordres de dessaisissement ou de non-lieu, nomination de personnels au conseil de guerre.

.....décembre 1915-décembre 1916

**22 N 1665.** 32<sup>e</sup> C.A., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

(Dossier 2) Situations journalières de la prison du Q.G., novembre-décembre 1914 ; (d. 5) comptes rendus de jugements prononcés par les conseils de guerre des 40<sup>e</sup> et 42<sup>e</sup> D.I. [lacunaire], sus-



pensions de peine, rapports et notes de service relatifs à des affaires particulières, février-août 1915. .... novembre 1914-août 1915

**22 N 2041.** 36<sup>e</sup> C.A. et région fortifiée de Dunkerque, 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

(Dossier 2) Notes et circulaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire ; comptes rendus de jugements prononcés par le conseil de guerre du groupement de Nieuport, le conseil de guerre du Q.G. du C.A. [lacunaire] ; demandes, avis et retraits de suspensions de peine ; mesures gracieuses ; rapports, comptes rendus et enquêtes relatifs à des affaires individuelles ou à des faits particuliers ; notes de service concernant le fonctionnement des conseils de guerre.

.....mai 1915-juin 1918

**22 N 2246.** 38<sup>e</sup> C.A., 1<sup>er</sup> bureau, dont discipline et justice militaire.

(Dossier 4) Notes et circulaires émanant du ministère de la guerre et du G.Q.G., notamment relatives aux militaires condamnés, suspensions de peine, à la compétence des conseils de guerre en Alsace-Lorraine ; notes de service relatives au fonctionnement des conseils de guerre. .... août 1918-avril 1919

**22 N 2391.** 1<sup>er</sup> C. A. colonial, 1<sup>er</sup> bureau, dont discipline et justice militaire.

(Dossier 7) Rapports relatifs à des affaires individuelles, comptes rendus de jugements prononcés par les conseils de guerre des unités subordonnées [lacunaire]. .... novembre 1914-juin 1917

7. PLACES ET RÉGIONS FORTIFIÉES  
SOUS-SÉRIE 23 N

**23 N 114.** Camp retranché de Verdun : 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

(Dossier 9) Rapports relatifs à des affaires individuelles ; notes de service, notes aux armées et circulaires relatives au fonctionnement des conseils de guerre.

..... août 1914-juillet 1915, mars 1916

**23 N 179.** Région fortifiée de Verdun, secteur nord, dont discipline et justice militaire.

(Dossier 5) Rapports relatifs à des affaires individuelles ; notes de service, notes aux armées et circulaires relatives à certains délits, notamment mutilations volontaires, et au fonctionnement des conseils de guerre. .... août 1915-février 1916

## 8. DIVISIONS ET BRIGADES

## SOUS-SÉRIE 24 N

**24 N 34.** 3<sup>e</sup> D.I., 1<sup>er</sup> bureau, dont prévôté et justice militaire.

Procès-verbaux de gendarmerie ; notes et circulaires émanant des autorités supérieures relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice militaire ; comptes rendus de séances du conseil de guerre [lacunaire pour 1915] ; enquêtes préliminaires concernant des affaires individuelles ; plaintes en conseil de guerre, demandes de mise sous écrou ; comptes rendus circonstanciés de jugements prononcés par le conseil de guerre de la division ; recours en grâce, suspensions de peine, parades d'exécutions, ordres et comptes rendus d'exécution de condamnés à mort ; pièces relatives aux incidents de 1917, notamment états par régiment des hommes dont le comportement est jugé préjudiciable à la discipline, envois dans des bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

..... septembre 1914-novembre 1917

**24 N 59.** 4<sup>e</sup> D.I., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire et prévôté.

Registres d'écrou de la prévôté, août 1914-décembre 1917 ; plaintes en conseil de guerre, septembre 1914-décembre 1916 ; condamnations : comptes rendus d'audience du conseil de guerre, des conseils de guerre spéciaux, du conseil de guerre du Q.G. d'armée, trois exécutions sans jugement (septembre 1914), publications de noms de condamnés à l'ordre de la division ; ordres de parade, recours en grâce, septembre 1914-juin 1918.

.....août 1914-juin 1918

**24 N 153.** 9<sup>e</sup> D.I., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

Comptes rendus de jugements de conseil de guerre de la division [et, partiellement, des 10<sup>e</sup>, 125<sup>e</sup>, 47<sup>e</sup> D.I. pour 1917] ; publications de jugements ; ordres de parade, notamment condamnations à

mort, et comptes rendus d'exécution ; publication de jugements à l'ordre de la division ; recours en grâce, demandes de suspension de peine ; un sous-dossier « section de discipline, 1917 » ; états de déserteurs transmis par les unités subordonnées en 1917.

..... septembre 1914-mai 1918

**24 N 271.** 14<sup>e</sup> D.I., 1<sup>er</sup> bureau, dont discipline et justice militaire. Correspondances relatives à l'organisation du conseil de guerre ; comptes rendus de jugements du conseil de guerre de la division (et partiellement, des 61<sup>e</sup> et 63<sup>e</sup>, 27<sup>e</sup> D.I.) et d'unités subordonnées (conseil de guerre spécial du 42<sup>e</sup> R.I.) ; publications de noms de condamnés à l'ordre de la division ; mesures disciplinaires consécutives aux condamnations. novembre 1914-novembre 1918.

**24 N 299.** 15<sup>e</sup> D.I., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

Notes de service sur les mutilations volontaires ; extraits de condamnations prononcées par le conseil de guerre de la division (6 janvier 1915) ; publication à l'ordre de la division ou du 134<sup>e</sup> R.I. de jugements du conseil de guerre de la division ; suspensions de peines ; sanctions disciplinaires consécutives à des jugements rendus par le conseil de guerre ; une demande particulière de suspension de peine (août 1915) ; ordres de parade.

..... septembre 1914-décembre 1916

**24 N 315.** 16<sup>e</sup> D.I., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

(Dossier 6) Quelques notes de services et rapports relatifs à des affaires individuelles..... août 1914-novembre 1918

**24 N 342.** 17<sup>e</sup> D.I., 1<sup>er</sup> bureau dont justice militaire.

Publications à l'ordre de la division de condamnations, de noms de condamnés, de comptes rendus de jugements prononcés par le conseil de guerre de la division [lacunaire] ; état de condamnés dont la peine a été suspendue, ordres de parade, deux rapports concernant des soldats en prévention de conseil de guerre, états

nominatifs de soldats disparus, août 1914-septembre 1917 ; section de discipline, notamment états nominatifs de militaires versés, août-novembre 1916. ....août 1914-septembre 1917

**24 N 427.** 22<sup>e</sup> D.I., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

Comptes rendus de jugements du conseil de guerre de la division, mesures disciplinaires consécutives à des condamnation par le conseil de guerre, état de condamnés dont la peine a été suspendue, avis de suspension de peine, ordres de parade, publications de noms de condamnés à l'ordre de la division.

..... décembre 1914-novembre 1916

**24 N 443.** 23<sup>e</sup> D.I., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

Notes de service concernant la discipline et la justice militaire (dont formation d'un conseil de guerre spécial, 25 septembre 1914), comptes rendus de jugements rendus par le conseil de guerre de la division (et de la 62<sup>e</sup> division de réserve), publications de noms de condamnés par les conseils de guerre à l'ordre de plusieurs unités (IV<sup>e</sup> armée, 62<sup>e</sup>, 76<sup>e</sup>, 42<sup>e</sup> D.I.) [lacunaire], ordres de parade, suspensions de peine (X<sup>e</sup> armée), rapports tendant à l'ouverture de procédures devant le conseil de guerre, ordres de convocation devant le conseil de guerre de la division, publications de jugements par contumace, mesures gracieuses, août 1914-septembre 1918 ; incidents de mai-juin 1917 : état des militaires des unités subordonnées ayant bénéficié d'une suspension de peine, des militaires jugés indésirables et proposés pour un envoi aux colonies, des militaires du 133<sup>e</sup> R.I. ayant bénéficié d'une refus d'informer, et notices individuelles ; révocations de suspensions de peine ; condamnations infligées aux hommes du 133<sup>e</sup> R.I. par le conseil de guerre de la 41<sup>e</sup> D.I. et mesures disciplinaires prévues, mai-juillet 1917. ....août 1914-septembre 1918

**24 N 553.** 27<sup>e</sup> D.I., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

Rapports concernant des affaires d'espionnage ; documents rela-

tifs au fonctionnement des conseils de guerre ; publications à l'ordre de la division de condamnations ou de sanctions disciplinaires ; ordres de parade ; comptes rendus de jugement rendus par le conseil de guerre ; états de condamnés dont la peine a été suspendue ; documents relatifs à des condamnations à mort (rejet de recours en grâce, parades d'exécutions) ; statistique des condamnations prononcées par le conseil de guerre depuis le début de la campagne (septembre 1916) ; notices individuelles ; nominations de juges au conseil de guerre ; section spéciale et pionniers de discipline.....août 1914-juillet 1919

**24 N 623.** 29<sup>e</sup> D.I., 1<sup>er</sup> bureau, dont conseil de guerre.

Nominations de juges au conseil de guerre ; publications à l'ordre de la division de condamnations ou de sanctions disciplinaires (conseils de guerre du Q.G. de la III<sup>e</sup> armée, des 29<sup>e</sup> et 30<sup>e</sup> D.I. et du Groupement de Nieuport) ; ordres de parade ; comptes rendus de jugement rendus par le conseil de guerre [lacunaire] ; état des jugements rendus par les conseils de guerre spéciaux des régiments subordonnés ; rapports concernant des incidents relatifs à la discipline ; avis du général commandant la division sur les modifications apportées au code de justice militaire (février 1917) ; état des condamnés ayant bénéficié d'une suspension de peine (novembre 1917).....août 1914-janvier 1919

**24 N 691.** 32<sup>e</sup> D.I., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

Ordres de mise en jugement ; ordres de parade ; ordres d'arrestation de déserteurs ; publications de noms de condamnés à mort à l'ordre de la division ; comptes rendus de jugements prononcés par les conseils de guerre de la IV<sup>e</sup> armée, dont Q.G. de l'armée, D.E.S., 4<sup>e</sup> C.A., 16<sup>e</sup> C.A., C.A.C. [lacunaire].  
.....septembre 1914-décembre 1915

**24 N 815.** 37<sup>e</sup> D.I., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

État de militaires condamnés à mort et exécutés : 2<sup>e</sup> R.T.A.

(17 octobre 1914), VI<sup>e</sup> armée (s. d.) ; publication de noms de condamnés à l'ordre de la division, des 73<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> brigade, de la VI<sup>e</sup> armée ; publication de comptes rendus de jugements rendus par le conseil de guerre de la division (à partir de 1916) ; suites pénales et sanctions disciplinaires consécutives aux jugements ; ordres de parade [lacunaire].....octobre 1914-avril 1918

**24 N 903.** 40<sup>e</sup> D.I., 1<sup>er</sup> bureau, dont discipline et justice militaire.  
Publication à l'ordre de la division de noms de condamnés, avec suites pénales, sanctions disciplinaires consécutives aux jugements et ordres de parade ; état des condamnés bénéficiant d'une suspension de peine ; ordres de retrait de suspension de peine ; publications à l'ordre de la division de décisions gracieuses (grâces, suspensions de peine) ; notes de service sur le fonctionnement des conseils de guerre, septembre 1914-janvier 1918 ; notes de service sur le fonctionnement des conseils de guerre, rapports et notes de service relatives aux sections spéciales de la division (constitution et organisation), dont listes nominatives, juin-juillet 1917. .... septembre 1914-janvier 1918

**24 N 1041.** 43<sup>e</sup> D.I., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.  
Publication de noms de condamnés à l'ordre de la division ; comptes rendus de jugements rendus par la conseil de guerre de la division ; ordres et comptes rendus de parade ; extraits de jugements.....novembre 1914-juillet 1917

**24 N 1200.** 51<sup>e</sup> D. I., 1<sup>er</sup> bureau , dont justice militaire.  
Deux dossiers relatifs à des enquêtes : un sous-lieutenant suspect de reddition en rase campagne, octobre 1916 ; un sous-lieutenant suspect de propos défaitistes, août 1917.... octobre 1916-août 1917

**24 N 1297.** 56<sup>e</sup> D.I., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.  
(Dossier 6) Plaintes en conseil de guerre (conseil de guerre spécial du 361<sup>e</sup> R.I.), rapports relatifs à des affaires non jugées, regis-

tre des plaintes portées devant le conseil de guerre de la division (février-mai 1918), jugements rendus par les conseils de guerre de la division et du 361<sup>e</sup> R.I., suspensions de peine, ordres de transfèrement, personnel du conseil de guerre de la division, sanctions disciplinaires consécutives à des passages en conseil de guerre [dossier lacunaire], août 1914-juin 1918 ; (d. 7 et 8) prévôté : registres d'écrou des militaires, juillet 1917-mars 1918.

..... août 1914-juin 1918

**24 N 1547.** 64<sup>e</sup> D. I., 1<sup>er</sup> bureau, dont justice militaire.

Publication à l'ordre de la division des jugements rendus par le conseil de guerre de la division ; parade d'exécution d'un condamné à mort ; ordres de comparution de déserteurs.

..... novembre 1914-décembre 1916

**24 N 1665.** 67<sup>e</sup> D. I. T., 1<sup>er</sup> bureau , dont justice militaire.

Comptes rendus de jugements du conseil de guerre de la division, publications de condamnations à l'ordre de la division, suspensions de peine, sanctions disciplinaires consécutives à des passages en conseil de guerre, correspondances relatives à des affaires jugées ou à des militaires incarcérés, 1914-1918 [rien sur 1916] ; rapports concernant des affaires particulières, demandes de suspension de peine, ordres de parade, [essentiellement] 1918.

..... 1914-1918

**24 N 1935.** 75<sup>e</sup> D. I. T., 1<sup>er</sup> bureau , dont justice militaire.

Rapports relatifs à des militaires suspects de mutilation volontaire ; une minute de jugement, un dossier complet (affaire d'espionnage)..... août-novembre 1914

**24 N 2031.** 82<sup>e</sup> D.I.T., 1<sup>er</sup> bureau , dont justice militaire.

Trois minutes de jugement. .... octobre-novembre 1914

**24 N 3079.** 16<sup>e</sup> D.I.C., 1<sup>er</sup> bureau , dont justice militaire.



Comptes rendus de jugements prononcés par le conseil de guerre de la division, comptes rendus d'exécution de condamnés à mort ; notes aux armées, circulaires et notes de service relatives à la discipline, à la justice militaire et au fonctionnement des conseils de guerre, suspensions de peine, révocations de suspension, ordres de mutation dans les sections spéciales ; répertoire des pièces à la fin du dossier, juillet 1915-novembre 1916 ; 16<sup>e</sup> D.I.C. versée à l'armée d'Orient : essentiellement des comptes rendus de jugements rendus par le conseil de guerre de la division ; répertoire des pièces à la fin du dossier [montre que celui-ci est lacunaire], décembre 1916-octobre 1918. ....juillet 1915-octobre 1918

9. RÉGIMENTS  
SOUS-SÉRIE 25 N

**25 N 29.** 51<sup>e</sup> R.I., dont discipline et justice militaire.

Documents relatifs à des disciplinaires (mutations, rapports, punitions) ; rapports tendant à l'ouverture d'informations en conseil de guerre (mutilation volontaire, désertion) ou à l'envoi dans des sections de discipline ; comptes rendus de jugements du conseil de guerre de la 3<sup>e</sup> D.I. ; ordres de parade. .... août 1916-août 1917

**25 N 97.** 111<sup>e</sup> R.I., dont conseil de guerre.

Rapports tendant à l'ouverture d'informations en conseil de guerre (mutilation volontaire, désertion), ou relatifs à des soldats soupçonnés de désertion ; quelques pièces provenant du conseil de guerre de la 29<sup>e</sup> D.I. .... mai 1915-mars 1916



## IV. L'APRÈS-GUERRE

### 1.SÉRIE N 1872-1919

**12 N 3.** Sous-secrétariat d'État de l'administration : documents divers.

Documents de la direction du contentieux et de la justice militaire concernant l'affaire de Vingré et les fusillés de Flirey (1914-1915) :

- Vingré : au sujet d'une information éventuelle contre un caporal du 298<sup>e</sup> R.I. (poursuites contre les neuf hommes capturés suite à l'affaire), 1918-1921.

- Flirey : demande d'interpellation de plusieurs députés ; trois pièces, à propos d'une éventuelle amnistie des condamnés à mort de Flirey ; note informant de la saisie du garde des sceaux, extrait de la loi d'amnistie de 1921, note relatant l'affaire, 1921.

..... 1918-1921

2. SÉRIE N 1920-1940 ET SUPPLÉMENTS

**6 N 468.** Secrétariat général du ministère de la défense nationale : justice militaire.

(Dossier 1) Projet de loi créant une cour spéciale de justice militaire chargée de la révision des jugements rendus dans la zone des opérations des armées de terre et de mer par des juridictions d'exception. .... 1927-1932

**6 N 469.** Secrétariat général du ministère de la défense nationale : amnistie.

(Dossier 1) Projet de loi portant amnistie d'infractions prévues et punies par les codes de justice militaire des armées de Terre et de Mer, 1922 ; (d. 2) proposition de loi tendant à accorder amnistie posthume pleine et entière à certains militaires fusillés pendant la guerre de 1914-1918, 1929 ; (d. 3) projet de loi portant amnistie adopté par le Sénat, 1931 ; (d. 4 et 5) correspondance relative à la loi sur l'amnistie, 1932-1933 ; (d. 6) correspondance relative à des cas individuels d'amnistie, 1928-1931 ; (d. 7) lois d'amnistie en Allemagne, Belgique et U.R.S.S., 1932-1933. .... 1922-1933

**6 N 470.** *Idem.*

(Dossiers 1 et 2) Proposition de loi relative à l'amnistie et portant amnistie des faits disciplinaires, 1936-1937 ; (d. 3) projet de loi adopté par le Sénat portant amnistie et concernant l'octroi des grâces amnistiantes, 1936 ; (d. 4) projet de loi abrogeant l'article 4 de la loi du 13 juillet 1933 portant amnistie et instituant des conditions de déchéance relative à la carte et à la retraite du combattant, 1936 ; (d. 5) propositions tendant à compléter l'article 4 de la loi du 13 juillet 1933 portant amnistie, 1936 ; (d. 6) textes de base des lois sur l'amnistie, 1936-1938 ; (d. 7) correspondance relative à l'amnistie, 1936-1937. .... 1936-1937

---

**7 N (suppl.) 211.** État-major de l'armée de terre : 1<sup>er</sup> bureau, justice militaire et discipline.

Notamment prisons militaires : service de garde dans les établissements pénitentiaires, garde du dépôt des forçats de Saint-Martin-de-Ré, maisons centrales de Clairvaux, Fontevrault, Landé, 1922-1928 ; amnisties : documents parlementaires, projets, amendements, mesures d'exécution, 1924-1940. .... 1922-1940

---

**9 N 271.** Direction du contentieux, de la justice militaire et de la gendarmerie : organisation et documents divers.

(Dossier 3) Projet de loi relatif à l'amnistie (adopté le 28 juillet 1920)..... 1920

**9 N 274.** Direction du contentieux, de la justice militaire et de la gendarmerie : procès de la capitulation de la place de Maubeuge.

(Dossier 1) Correspondance avec le général président du conseil d'enquête relatif à la reddition de Maubeuge, 1918-1919 ; (d. 2 à 7) traduction en conseil de guerre des officiers accusés de capitulation et d'abandon de poste devant l'ennemi : interrogatoires et réquisitoires, 19 avril-18 mai 1919. .... 1918-mai 1919

**9 N (suppl.) 1216.** Direction du contentieux, de la justice militaire et de la gendarmerie : *idem*.

(Dossier 1) Rapports, notes et comptes rendus sur la capitulation de Maubeuge en 1914. .... 1920



## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
<b>I. La justice militaire durant la première guerre mondiale</b>	<b>4</b>
<b>II. Les fonds d'archives intéressant la justice militaire.....</b>	<b>9</b>
1. Les archives des conseils de guerre .....	9
2. La justice militaire au sein de la série N. ....	12
A. <i>Les archives du haut commandement</i> .....	13
B. <i>Les archives des unités.</i> .....	17
C. <i>L'après-guerre.</i> .....	21
<b>III. Orientation bibliographique</b> .....	<b>23</b>
<b>IV. Sources complémentaires</b> .....	<b>27</b>
I. LES ARCHIVES DES CONSEILS DE GUERRE (SOUS-SÉRIES 9 J À 11 J, 1 K) .....	29
<b>1. Conseils de guerre de Paris et conseils de guerre des régions (sous-séries 9 J et 10 J)</b> .....	<b>29</b>
<b>2. Conseils de guerre aux armées (sous-série 11 J)</b> .....	<b>31</b>
<b>3. Fonds privés (sous-série 1 K)</b> .....	<b>34</b>
II. LES ARCHIVES DU HAUT COMMANDEMENT (SOUS-SÉRIES 5 N À 16 N) .....	35
<b>1. Cabinet du ministre (sous-série 5 N)</b> .....	<b>35</b>



2. Fonds particuliers (sous-série 6 N) .....	39
3. État-major de l'armée (sous-série 7 N) .....	43
4. Fonds Joffre (sous-série 14 N).....	52
5. Grand quartier général (sous-série 16 N) .....	53
III. LES ARCHIVES DES UNITÉS (SOUS-SÉRIES 17 N À 25 N) .....	59
1. Missions militaires françaises (sous-série 17 N) .....	59
2. Groupes d'armées (sous-série 18 N) .....	60
3. Armées – front occidental (sous-série 19 N) .....	64
4. Grandes unités françaises d'Orient (sous-série 20 N) ...	77
6. Corps d'armée (sous-série 22 N).....	85
7. Places et régions fortifiées (sous-série 23 N) .....	89
8. Divisions et brigades (sous-série 24 N) .....	90
9. Régiments (sous-série 25 N) .....	97
IV. L' APRÈS-GUERRE .....	99
1. Série N 1872-1919.....	99
2. Série N 1920-1940 et suppléments .....	100